

le monde **libertaire**



Prier

**bouche les artères
et provoque des
attaques cérébrales**

Preuves à l'appui,
Dieu n'existe pas.

Italie: retour des
années de plomb?

Les anarchistes face
au colonialisme.

M 02137 - 1343 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

*« Ou bien Dieu voudrait supprimer le mal, mais il ne le peut pas.
Ou bien Dieu pourrait supprimer le mal, mais il ne le veut pas. »*

Sébastien Faure

hebdo n° 1343

du 22 au 28 janvier 2004

Sommaire



Lettres piégées: les **transalpins** de la FAI sont affranchis, page 4

Le mouvement anti-atome trouve **sa voie**, par Julien, page 5

Le **CAE** d'outre-Quévrain n'oublie pas Semira Adamou, page 6

Ladrisse, pêchant les perles, retrouve la boîte noire de **l'autruche**, page 7

Toujours du neuf sur le **front** de l'exploitation, par Hugues, page 7

La **Sécu**: ils se battent pour la voler, par Jean Monjot, page 8

Les précaires **marseillais** se Pam, par Gaël et Jocelyne, page 9

Le Moko au pays magique de **Disney**, page 10

L'armée investit l'université, par Erwan Charny, page 10

Des deux côtés de l'Atlantique, la **révolution** reste à faire, par Daniel T., page 11

Exclusif: **Dieu** n'a jamais existé, par Sébastien Faure, page 12

Le foulard, négation de **l'individu**, par Johan, page 14

Libertaires et revendication **nationale**, par André Bernard, page 15

Les **homophobes** méritent des baffes, par Pat Schindler, page 17

André Sulfide fait des pâtés, **en vrac**, page 18

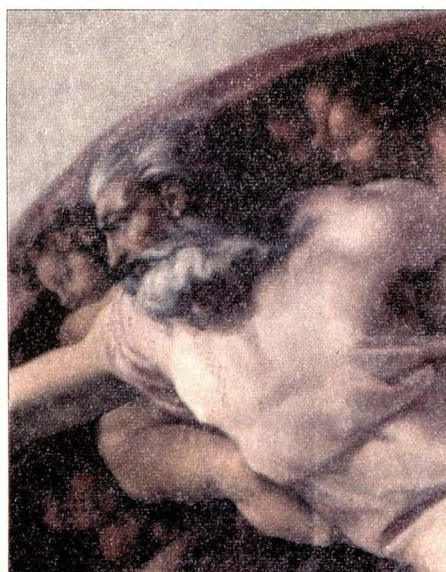
Yacine et **Voline**, page 19

Le coin du **poète**, Jean-Marc Raynaud, page 21

Les choses de la **fin de vie**, par Heike Hurst, page 21

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Pepito, **Toile** et Puel, page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs
(hors série inclus)

France *
(+ DOM TOM)

Sous pli fermé *
France

Étranger **

3 mois 13 n°s

☐ 20

☐ 32

☐ 27

6 mois 25 n°s

☐ 38

☐ 61

☐ 46

1 an 45 n°s

☐ 61

☐ 99

☐ 77

Abonnement de soutien

☐ 76

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

☐ Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration: 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Editorial

le monde libertaire



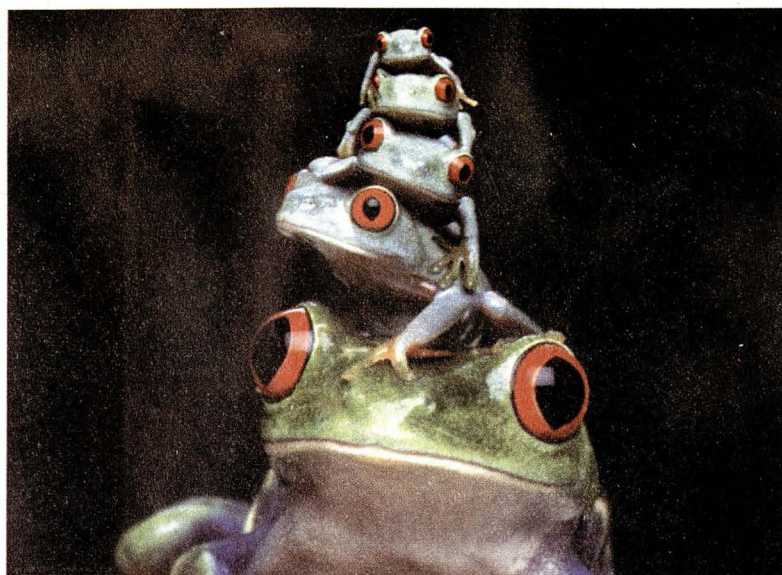
NI DIEU, NI MAÎTRE! Plus qu'un slogan, cette affirmation de la pensée anarchiste résume bien ce qui nous différencie des ensoutanés, enturbannés et autres emmitoufflés avec leurs idées toutes faites.

Il est difficile pour un individu de comprendre que personne ne peut gérer sa vie à sa place et d'accepter que son ego s'anéantira dès que son cœur s'arrêtera de battre. Il est plus confortable de se laisser enfermer dans les cages mentales des religions ou autres croyances qui flattent nos envies d'éternité et de paresse d'esprit. Les prélats, les mollahs, les rabbins et autres gourous religieux ou politiques profitent de nos faiblesses pour asseoir leur autorité, assouvir leurs désirs de pouvoir et de domination. À défaut de maîtriser leurs destinées, ils se contentent d'orienter celles de leurs contemporains. L'isolement des individus ou groupes d'individus les uns par rapports aux autres favorise les peurs que chacun a de ce qui lui est étranger, la peur du barbare, de ses capacités d'agressions, de violences, bouleversant ainsi notre besoin de sérénité.

Les politiques se lient aux associations religieuses afin de mieux contrôler les individus. Ainsi Sarkozy, appuyé par bon nombre de politicards de droite comme de gauche, n'hésite pas à s'associer aux islamistes les plus intégristes, afin d'essayer de contrôler les banlieues.

Nous, anarchistes, tablons sur le fait que tous les individus sont égaux, qu'il n'est pas de sauveur suprême et qu'il revient à chacun d'entre nous de s'entendre avec ceux qui nous entourent afin qu'ensemble nous puissions évoluer vers un monde où chaque individu peut épanouir sa personnalité. L'an-archie, où l'éducation de chacun, l'état de ses mœurs, l'entraîne à s'intégrer dans un ordre général bâti ensemble et librement consenti, où la liberté des autres est la garante de sa propre liberté, est en réalité la plus haute expression de l'ordre.

Nos gouvernants, eux, ne l'entendent pas de cette oreille, qu'ils soient temporels ou spirituels. Leur pouvoir s'appuie sur la croyance que sans eux nous serions condamnés au chaos, à l'enfer ou autres inventions destinées à nous faire renoncer à nous émanciper de leur tutelle, à penser par nous mêmes sans nous soumettre à l'ordre qu'ils cherchent à nous imposer par tous les moyens, y compris coercitifs.



Grenouilles de tous les bénitiers...

Libérez-vous de toutes les religions!

Fédération anarchiste

EMBOÎTANT LE PAS CADENCÉ du sinistre Sarkozy et de tout son attirail répressif et liberticide, la vieille ganache bénite de Stasi commet un crime supplémentaire contre la raison en se fendant d'un rapport « pour la laïcité ». Soit dit en passant, le même Sarko met à mal ce nouvel épître de saint Faux-Cul en s'encanaillant un peu plus encore avec l'Office musulman de France! Dans ce rapport-torchon réactionnaire sont énoncées des litanies à la « neutralité bienveillante de l'État », qui proscrie dans les établissements scolaires et les hôpitaux, tous signes ostensibles identifiant l'adhésion à une religion. Encore une fois, on ne veut que supprimer les manifestations extérieures du problème, sans s'attaquer à la cause: la religion elle-même.

Chirac, le grand bonimenteur aux paroles creuses, a refusé ce cadeau de donner un jour férié aux autres religions: il ne veut surtout pas déplaire à l'électorat catholique, majoritairement réactionnaire. Mais il ne faut pas s'y tromper: les seuls à être lésés dans cette histoire seront encore une fois les travailleurs.

Au moment où le duo Seillière-Raffarin massacre les derniers pans de la protection sociale, cloue sur une croix les intermittents du spectacle, envoie les chômeurs sur le bûcher des liquidités et des profits, voilà que le loup ancestral des croyances mortifères resurgit.

Et si Dieu existait, il faudrait s'en débarrasser!

Ce n'est pas aux croyantes et aux croyants de toute religion que les anarchistes s'opposent, mais à ce soi-disant message d'amour, de fraternité, baignant dans la contrition et la soumission à tous les ordres. Combien de guerres et de massacres au nom de ce message de « paix »? C'est bien parce que nous respectons les êtres humains que nous nous battons pour leur réel affranchissement de tout pouvoir, physique, patriarcal, politique et supraterrestre.

Dieu, tu entends, nous te réduisons en poussière!

Par la voix de Jean-Paul la Bloblotte, l'Église catholique, mère bienheureuse de quelques pédophiles, condamne de manière permanente l'IVG, la contraception, la masturbation et autres voyages vers Sodome. La religion musulmane stigmatise l'écrasement des identités culturelles, pointe du doigt la colonisation sioniste, pour les retourner à son profit et cloîtrer les fidèles dans une prison hermétique: lapidation des femmes pour adultère, charia interdisant aux femmes toute pratique culturelle, toute relation affective en public, toute vie sociale et politique. Le judaïsme enserme ses pratiquantes et pratiquants dans un corset autoritaire, suite page 4

condamnant même parfois les mariages en dehors de la communauté juive, prêchant toute une Torah d'interdits et d'inhibitions mentales. Pour couronner le tout, les trois religions monothéistes et les sectes sont solidaires sur la question du voile: selon eux, il vaut mieux voir une femme voilée plutôt qu'en minijupe... ou en string. Mais pourquoi les curés, pasteurs, chamans, gourous, bonzes, mouftis et rabbins se préoccuperaient-ils de l'émancipation des femmes, alors que certains préfèrent mutiler filles et garçons (excision, circoncision)?

Le voile, objet de soumission des femmes, ainsi que les autres signes religieux n'ont pas leur place à l'école. Même si elle est loin d'être neutre, car elle maintient en place le système dominant et la reproduction des inégalités sociales, l'école laïque est néanmoins un progrès sur le chemin de la libération des individus vis-à-vis de l'oppression religieuse.

Contre l'aliénation, pour la liberté

Il est insupportable de constater cette agonie des consciences. Rien n'est au-dessus de l'être humain: ni chef, ni patron, ni député, ni président de la République, ni religieux, ni dieu. Les seules frontières sont celles du corps, ses limites sont celles de l'esprit et de l'intelligence que seule une instruction indépendante de tout autoritarisme peut éclairer.

Toutes les découvertes avancées et les progrès sont dus à la recherche et aux travaux humains. Rien n'est dû à des forces surnaturelles, à un esprit soi-disant suprahumain. L'ignorance est le ferment où se développent les croyances, divines ou de supermarché. C'est uniquement pour courber l'être humain, l'humilier, le contrôler, au nom d'une théologie croisée avec des pouvoirs et intérêts terrestres, que ces superstitions ont été inventées. Le programme de ce carcan tombé du ciel? Refuser la souveraineté de la femme et de l'homme, leur volonté de s'affranchir de toute loi, leur développement potentiel illimité.

Le projet anarchiste s'inscrit contre tout cela. Il réaffirme que les êtres humains doivent être absolument libres. Ils sont à libérer d'urgence de tous les jougs qu'ils subissent.

A-t-on froid sans religion?

Alors, quand nous en aurons fini avec les croyances de tous types, que nous aurons traqué Dieu dans la stratosphère, nous changerons radicalement de société et la débarasserons de tout système d'exploitation, de tout ordre moral, du pouvoir des hommes sur les femmes. De tous les pouvoirs pour une société sans Dieu ni foulards, pour une société d'êtres libres, égaux économiquement et socialement, pour une société enfin fraternelle, car libérée de tout ce qui l'entrave actuellement: religions, État, patrons, flics, religieux de tous poils, frontières et nationalismes. **F.A.**

Italie

L'anarchie est prioritaire, mais elle n'arrive pas par la poste

Voici la motion approuvée au congrès national de la Fédération anarchiste italienne, tenu à Milan les 10 et 11 janvier 2004 à propos des répressions et des provocations anti-anarchistes.

SI LE MONDE dans lequel nous vivons était acceptable, si l'information n'était pas une dangereuse arme de guerre, de celles destinées à la destruction massive, sans aucune considération pour une population civile désarmée, la nouvelle selon laquelle quelqu'un avait incendié quelques bennes et celle de l'expédition par la poste de quelques livres farcis de pétards auraient eu la place qu'elles méritaient dans la rubrique des faits divers.

L'écho médiatique suscité par les pétards envoyés à Romano Prodi, au président de la BCE, à Eurojust et à quelques députés européens, quelques jours après l'incendie de quelques bennes à Bologne, est devenu le prétexte pour élever au maximum le niveau d'« alerte terroriste », comme Berlusconi et Bush l'avaient planifié quelques semaines plus tôt. D'une rive à l'autre de l'Atlantique se répondaient les annonces d'attentats, accompagnées de la militarisation correspondante des vols et des territoires. Avec ces mesures, la guerre durable et préventive vise à atteindre un double objectif. D'une part, alimenter la peur suscitée par un ennemi extérieur toujours à l'affût, et d'autre part tenir en échec tous les sujets impliqués dans la chute d'un système de domination sociale, économique et politique qui entraîne nécessairement la criminalisation, l'expulsion et l'élimination violente de quiconque ne se reconnaît pas dans les règles du jeu. Dans une période de guerre totale contre le terrorisme, il faut de temps en temps faire monter la tension, sinon, on court le risque que la puanteur des cadavres des enfants morts en Afghanistan ou la nouvelle des prisonniers irakiens battus à mort deviennent finalement intolérables même pour les tolérants sujets de notre Nord capitaliste et va-t-en guerre.

D'autre part, depuis des mois dans notre pays, le ministre de l'Intérieur et les médias agitent l'épouvantail du terrorisme, pointant les anarchistes comme un péril majeur. Quelques voix policières indécises se sont même jointes pour évoquer l'hypothèse d'une main anarchiste derrière le triste mode qui consiste à empoisonner des bouteilles d'eau minérale. Dans une époque où les gouvernants promeuvent une privatisation des

ressources hydriques qui assoiffent des dizaines de millions de personnes sur la planète, une époque où les ordures produites par le capitalisme rendent l'eau imbuvable, on ne trouve rien de mieux que de couvrir de fange ceux qui s'opposent à ce gâchis.

Mais si les anarchistes ont été la cible préférée du gouvernement et de la presse, les attentions de ces messieurs ont eu une portée bien plus ample. Rafles et perquisitions dans les logements et les quartiers d'immigrés ont été à l'ordre du jour durant toute l'année 2003. Les immigrés ont été massivement traités comme des criminels potentiels, jusqu'à des menaces d'expulsion pour simple soupçon de collusion avec des organisations terroristes. Sans parler des traminois qui sont entrés dans la catégorie des dangereux délinquants pour avoir tenté d'obtenir une poignée d'euros supplémentaires en faisant grève hors des carcans imposés par une législation qui réduit le droit de grève à une peau de chagrin.

Et, avant eux, c'était au tour des millions de personnes qui avaient manifesté contre la guerre, contre le militarisme, contre la politique néo-coloniale du gouvernement italien. Par conséquent, sur le plan intérieur, la guerre préventive impose d'étouffer dans l'œuf toute tentative d'auto-organisation sociale qui échappe aux mécanismes cafoillants de récupération et d'intégration politique activés par les partis et les appareils syndicaux d'État.

En définitive, quiconque critique l'action du pouvoir exécutif finit par être soupçonné de terrorisme: à tel point que s'opposer simplement à l'abolition de l'article 18 du statut des travailleurs ou à la précarisation définitive du travail sanctionnée par la loi 30 suffit pour être assimilé aux assassins de Biagi.

À la fin de l'année, en conclusion logique d'une période où toute forme de dissidence était régulièrement criminalisée, sont arrivés ces colis. Inoffensifs pour leurs destinataires, mais savamment utilisés pour la réalisation locale de l'État policier global.

On entend déjà parler de lois spéciales qui viendraient s'ajouter aux nombreuses lois répressives où chaque nouvelle « mesure d'urgence » éloigne un peu plus des libertés conquises pourtant déjà bien minces. Pour réprimer les classes dominées, l'hypothèse

d'une extension du délit d'association est déjà à l'étude, dérive fasciste qui se moque, comme toujours, du prétendu axiome libéral sur la responsabilité individuelle face au juge pénal.

L'alarme suscitée par ces colis de Noël a fini par donner un coup de pouce probablement décisif au lent et fastidieux processus de constitution d'une police européenne : aux carabiniers, policiers, financiers, vigiles, viendront s'unir les euro-cops !

Cet écran de fumée a fini par mettre au second plan l'affrontement institutionnel sur l'information, les difficultés croissantes à l'intérieur de la majorité ou des questions telles que les retraites et l'opposition entre liberté de licenciement et liberté de grève. Et dans ces mêmes semaines, l'équipe dirigée par le *cavaliere* Berlusconi, après avoir résolu avec d'autres lois « spéciales » ses propres problèmes et ceux de sa classe d'appartenance, se prépare à balayer ce qui reste du système de prévoyance et à relancer l'attaque contre les garanties résiduelles établies dans le statut des travailleurs.

Si une telle action devait être jugée d'après ses résultats, nous ne pourrions avoir de doute sur l'identité des expéditeurs de cette fumeuse correspondance. Et, disons-le clairement, en ce qui nous concerne, peu importe si les auteurs sont directement sous la dépendance du ministère de l'Intérieur ou si ce sont de généreuses opérations de volontariat. Gratuit ou rétribué, c'est un sale boulot.

Avec les paquets sont arrivées des lettres les revendiquant au nom d'une nouvelle organisation informelle dont l'acronyme, « FAI », est identique à celui de la Fédération anarchiste italienne. L'intention, dérisoire, est évidente. Peut-être moins évidente mais bien plus grave est la volonté de mettre en difficulté les anarchistes impliqués dans la difficile lutte quotidienne pour la construction d'une société d'individus libres et égaux.

Une telle société ne peut être imposée. Les anarchistes savent que la liberté est une pratique collective qui nécessite un emploi constant pour s'enraciner dans la conscience et l'action quotidienne de chacun, se traduisant dans l'action commune et la lutte sociale. La révolte contre l'oppression devient une gerbe de flammes stérile si elle ne construit pas dans le même temps, si elle ne sait pas contaminer l'atmosphère dans laquelle elle s'exerce et sans laquelle elle s'éteindrait.

Bakounine soutenait que la liberté de chacun s'accroissait avec la liberté de tous : là vit et s'alimente le cœur de l'anarchisme social qui constitue notre projet révolutionnaire, appuyé sur la transformation en protagonistes à la première personne des opprimés et des exploités.

L'action des anarchistes se réalise à l'intérieur des mouvements sociaux, dans le chemin vers l'autonomie vis-à-vis des institutions, dans la capacité à faire vivre des organisations spécifiques et des organisations de masse caractérisées par les principes de l'autogestion et du fédéralisme. Une Fédération anarchiste est un groupe de relations et de

confrontation vivante entre des hommes et des femmes qui partagent la méthode libertaire et ont en commun un programme de transformation sociale radical. Une Fédération anarchiste préconise concrètement l'organisation sociale dans laquelle nous souhaitons vivre, où le rapport direct, le face-à-face, la confrontation et la rencontre entre des options diverses visent à la synthèse possible dans le respect des choix et des trajectoires individuelles. Sa constitution formelle est une garantie de liberté, parce que l'entente associative qui la constitue se fonde sur l'autonomie des groupes et des individus.

Les anarchistes de la Fédération anarchiste sont habitués malgré eux à affronter la répression. Notre implication dans la rue, sur les lieux de travail, contre le racisme, le militarisme, la guerre, l'oppression capitaliste et étatique nous a coûté de nombreuses dénonciations ces dernières années. Sans parler des coups de matraque, des perquisitions, des constantes opérations de désinformation opérées dans les médias.

Nous avons été dans les manifestations contre la globalisation capitaliste, devant les camps de concentration pour immigrés et les prisons, dans les luttes contre les fabriques de mort, les décharges nucléaires, les incinérateurs, nous avons fait grève et soutenu des piquets, nous sommes présents dans les luttes sur le logement et les espaces sociaux, là où se pratiquent l'auto-organisation, l'action directe, le refus de la délégation et la participation : de la Lucania de la révolte contre la décharge nucléaire aux traminots en lutte.

Le gouvernement et la presse s'obstinent dans le binôme bombes et anarchistes, terrorisme et anarchie : nous ne nous laisserons pas intimider, aujourd'hui comme en 1969. N'en déplaise à qui a cru nous mettre en difficulté en manipulant notre sigle et en le jetant en pâture aux médias. Beaucoup de gens nous connaissent et savent qui sont les terroristes qui chaque jour bombardent, empoisonnent, assassinent, emprisonnent ceux qui n'ont pas de pouvoir et sont exploités. Ils sont assis sur les bancs du gouvernement, dans les hiérarchies de toutes les Églises, dans les conseils d'administration des grandes entreprises et des banques, dans les travées du parlement, dans les quartiers généraux des armées. Pour les vaincre, nous avons besoin de l'implication solidaire de tous les opprimés et les exploités : les seuls capables de mettre fin à l'oppression, à la hiérarchie, à l'État.

Des compagnes et compagnons de Turin, Alexandrie, Vercelli, Milan, Novate, Varese, Bergame, Venise, Trieste, Savone, Chiavari, Gênes, La Spezia, Carrare, Livourne, Pise, Reggio Emilia, Parme, Correggio, Val d'Enza, Bologne, Imola, Chieti, Rome, Naples et Palerme

Transmis par le secrétariat
aux Relations extérieures de la FA



10 000 contre l'atome

À L'INITIATIVE de la Fédération anarchiste, de l'OCL, d'OLS et d'AL, les libertaires se sont retrouvés samedi 17 janvier place de la République à Paris pour revendiquer haut et fort une sortie immédiate du nucléaire civil et militaire.

Pour autant, les premiers slogans qui émanaient du cortège anarchiste, bientôt rejoint par la CNT, se révélaient être d'une toute autre teneur, peut-être était-ce dû à la proximité surprenante du défilé islamiste pro-voile qui par un pur concours de circonstances se trouvait partir du même endroit et à la même heure que la manifestation antinucléaire. C'est au cri de « Ni dieu, ni maître, ni ordre moral ! », « Religion, oppression ! » et autres amabilités, que nous fîmes face au service d'ordre barbu pendant que le cortège intégriste évacuait la place et avant qu'une rangée de CRS ne vienne s'interposer pour éviter le contact. Interrogé sur cette provocation de la préfecture de police de réunir deux manifestations antinomiques en un même lieu, un fonctionnaire des RG ne trouva rien de mieux à nous dire que les islamistes n'en faisaient qu'à leur tête. C'est alors que le cortège anarchiste, fort de 600 personnes et deuxième cortège politique par son importance derrière les Verts qui ont inhabituellement mobilisé leurs troupes, élections oblige, put se mettre en branle pour un long parcours nous amenant jusqu'au ministère des Finances.

Si cette manifestation (15 000 personnes selon le réseau Sortir du nucléaire, 5 800 selon la police !) n'a pas eu la mobilisation escomptée, la lutte contre le nucléaire sous tous ses aspects reste pour nous, anarchistes, une condition indispensable à la construction d'une société émancipée de tous les pouvoirs, étatiques, technocratiques, financiers, militaires et religieux.

Julien
groupe de Rouen

Belgique

Condamnations indécentes

UN SIMPLE ACCIDENT! Quatre des cinq gendarmes inculpés pour la mort de Semira Adamu, étouffée par un coussin le 22 septembre 1998 lors d'une tentative d'expulsion forcée, ont donc été condamnés, le 12 décembre dernier, à des peines d'emprisonnement de trois ans avec sursis. Douze mois pour trois d'entre eux et quatorze pour l'officier chargé d'encadrer l'opération de rapatriement. Ils devront en outre payer des dommages et intérêts aux parties civiles, de même que l'État belge qui comparait en tant que responsable des cinq gendarmes inculpés. L'un d'entre eux, chargé de tenir les passagers « trop curieux » éloignés de la scène, a quant à lui été acquitté.

Les parties civiles n'en espéraient pas tant après que le ministère public eut déclaré ne pas s'opposer à une suspension du prononcé. Aussi se sont-elles déclarées satisfaites du jugement, fort détaillé au demeurant quant aux responsabilités des prévenus.

Il n'empêche que ce jugement laisse un arrière-goût amer. En effet, n'ayant été reconnus coupables « que » de « coups et blessures involontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », les gendarmes condamnés pourront dormir la conscience tranquille (pour autant qu'ils aient jamais eu un problème de ce côté-là) puisque la mort de Semira Adamu ne relève désormais plus, en droit, que du simple accident, malheureux certes mais du simple accident tout de même!

Et ce qui nous reste le plus en travers de la gorge, c'est la stigmatisation dont le Collectif contre les expulsions a été l'objet dans les attendus, montré du doigt pour avoir donné des « informations erronées » à Semira Adamu. Il lui aurait en effet affirmé que si elle parvenait à s'opposer à son expulsion, elle pourrait rester en Belgique. Or, jamais, au grand jamais, le Collectif n'a donné de tels espoirs aux détenus des centres fermés, pas plus à Semira qu'à d'autres. Ce que le Collectif disait, c'est qu'il leur fournirait toute l'aide possible pour la défense de leur dossier s'ils parvenaient à s'opposer à leur expulsion.

Il est donc parfaitement indécent de vouloir ainsi faire rejaillir une partie de la responsabilité du drame Semira Adamu sur le Collectif contre les expulsions. Sans doute faut-il y voir les effets du « témoignage » de Herman Boon, l'ineffable aumônier de Zaventem, qui, cité par la défense, avait laissé entendre que sans les incitations du Collectif, Semira ne se serait jamais rebellée contre son expulsion. Entendez. Les gendarmes n'auraient dès lors pas eu besoin de recourir au supplice du coussin pour la faire taire et elle coulerait aujourd'hui des jours heureux au Nigeria.

Indécent, on vous le disait

Les hasards du calendrier ont voulu que, cinq jours à peine après le prononcé du jugement à l'encontre des gendarmes, ce soit au tour des inculpés du Collectif contre les expulsions de connaître le sort que leur avait réservé le tribunal.

À l'audition des attendus, il ne faisait aucun doute pour le nombreux public de sympathisants et d'amis que le procès se solderait par de simples remontrances; au pire par la suspension du prononcé. Il faut dire que, alors que la police avait lourdement chargé la barque des membres du Collectif en les faisant passer pour de violents et dangereux agitateurs, le ministère public avait déjà aux



trois quarts dégonflé la baudruche dans son réquisitoire en requalifiant la plupart des charges.

Durant une bonne heure, les faits reprochés aux membres du Collectif ont été passés au crible. Le tribunal a ainsi longuement rappelé le contexte des actions incriminées: nombreuses manifestations contre les centres fermés et les expulsions forcées, manifestations devant le centre 127 bis, contre des fourgons acheminant des expulsés vers l'aéroport, ou encore dans la zone neutre près du Parlement.

Certaines charges ont ainsi été requalifiées en contraventions, et le tribunal a constaté leur prescription. Certains acquittements ont également été prononcés faute d'éléments de preuve dans le dossier.

Avant de passer à la lecture des peines, le tribunal a également tenu à placer les faits dans leur contexte et les ramener à leur juste proportion. Il a ainsi souligné le peu de charges réelles avérées, mais a néanmoins relevé des atteintes portées à l'ordre public et aux personnes, même si les militants ont agi dans le but de promouvoir des idées généreuses dans le cadre d'un combat politique. Mais il n'est pas acceptable que dans le cadre d'actions pacifiques des infractions aient été commises.

C'est sur cette base – nobles mobiles mais... – qu'il a prononcé deux acquittements, cinq suspensions du prononcé, quatre peines d'amende et sept peines de prison de huit jours à deux mois assorties d'un sursis d'un an.

C'est donc l'État de droit qui a prévalu, même si le droit auquel les prévenus se sont opposés, tout légal qu'il soit, était en l'occurrence parfaitement illégitime. Dans ce cadre-là, on peut en effet estimer que les peines sont légères. Mais ce qui est parfaitement révoltant, c'est le fait même que les membres du Collectif aient été traduits devant un tribunal correctionnel pour des charges qui se sont révélées pour la plupart infondées et qu'il ait fallu huit audiences pour arriver à ce constat.

Ainsi, des militants dont le tribunal a publiquement reconnu la générosité des mobiles qui les animent ont été condamnés à la prison. Il est vrai qu'ils ne purgeront pas cette peine s'ils se conduisent « bien » durant un an. Mais des gendarmes qui ont provoqué la mort d'une jeune femme – qui venait précisément chercher un peu de générosité dans notre pays – en obéissant à des ordres criminels qu'ils n'auraient jamais dû exécuter s'ils avaient été dotés d'un minimum de sens moral, ne purgeront pas non plus la peine à laquelle ils ont été condamnés s'ils se conduisent « bien » durant trois ans.

En somme, sur le plan de la symbolique des peines, les gendarmes meurtriers et les militants généreux sont renvoyés dos à dos.

Indécent, on vous le disait.

Collectif contre les expulsions

Concert de solidarité avec le Collectif contre les expulsions, le samedi 24 janvier à 20 heures (église Saint-Marc, avenue de Fré 76, Uccle).

Au programme: Stabat Mater (Pergolese) et Requiem (Mozart) par l'ensemble vocal Andantino, sous la direction de Samir Bendimered.

Les bénéfices aideront au paiement des amendes et frais de justice auxquels nous avons été condamnés.

PAF: 12 euros, prix de soutien 15 euros, gratuit pour les enfants.

Renseignements et réservations du lundi au vendredi de 10 heures à 15 heures, 0496/937497.

Avec le soutien de la Ligue des droits de l'homme et du MRAX.

Quand l'autruche éternue...

À donf dans le move, yo !

« Vous allez voir, dans les semaines qui viennent, une nouvelle génération qui n'a pas la langue dans sa poche, et qui est sacrément punchy. » Dray, PS.

Fabius le souhaitait plutôt groovy, le parti. DSK et Kouchner le voyaient up to date, et squattant les dance floor. Mais Lang la jouait trash à mort, risquait de l'emporter lors du prochain congrès, alors Dray a créé le courant punchy. Top fun le PS, grave délire.

No future

« Je souhaite que les Français retrouvent le goût de l'avenir. » Raffarin.

On attendra pour ça que t'appartiennes au passé, banane.

Liberté de quoi, déjà ?

« Nous sommes témoins, ces derniers temps, dans certains pays d'Europe, d'une attitude qui pourrait mettre en péril le respect effectif de la liberté de religion. »

Jean-Paul II.

Le Saint Père, dans son alzheimeresque sagesse, s'est bien gardé de nommer les pays en question. Au plus haut niveau de l'État on estime cependant qu'avec cette histoire de loi sur les signes religieux, la France est clairement visée par la déclaration de Jipé. Aussi, pour racheter les péchés de son laïquard de mari, Bernadette songeait-elle à faire pénitence et à se retirer au couvent jusqu'en 2007. Tu n'y songes pas, a dit son Jacques, pas en pleine cueillette des pièces jaunes...

Je suis partout

« Je suis là pour longtemps, je me souviendrai de tout. » Sarko.

Il y a des types comme ça dont on préfère être l'ennemi plutôt que le voisin de palier. Le jour où il nous dénonce, on est moins étonné.

Grossier personnage

« Faisons confiance aux entreprises, nom de Dieu ! » Seillère.

Mais comment faire, bordel de merde, quand on voit tous ces pue-la-pisse de patrons se traîner le cul devant Fillon, le mou-du-fion ? Sauf vot' respect, Baron, même ta mère elle éviterait de fréquenter en ce moment les Bébéar, les Lagardère, les Pinault et autres trous de pine. Ah, aussi : faudrait voir, Baron, à surveiller votre langage.

Réfléchis bien, Robien

« D'abord je vous ai dit que, pour l'instant, je n'étais pas candidat. Je me laisse le mois de février pour réfléchir, ensuite j'expliquerai très clairement pourquoi je me présente. » De Robien, ministre.

Et pendant l'élection le spectacle continue ! Pour six sous jetés dans le chapeau, venez écouter d'autres comiques expliquer les raisons qui les poussent à se présenter alors qu'ils ne sont pas candidats, admirer le jumeau de Jospin et la fille cachée de Messmer, ou Marine Le Pen dans son numéro de femme phoque. Allez, n'hésitez pas, l'urne se trouve juste à l'entrée.

La France qui tombe malade

« Rien ne justifie que l'assuré français consomme entre deux et quatre fois plus d'analgésiques, d'antidépresseurs et de tranquillisants que les usagers des pays voisins. » Rapport du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance-maladie.

Avec Berlu l'Italie rit, avec Aznar l'Espagne se marre, avec Chirac la France craque ?

Chérie, j'ai rétréci d'esprit

« Au fur et à mesure que l'Europe s'élargit, les esprits se rétrécissent. » Junker, Premier ministre au Luxembourg.

Quand un Luxembourgeois parle de petitesse, la moindre des politesses est de lui accorder le bénéfice de l'expérience. Ainsi, plus qu'on serait nombreux et moins qu'on serait malins ? Sous la large calotte crânienne des zélés de Bruxelles s'opérerait comme un racornissage du cerveau ? Georges, un copain de bistrot, qu'est commissaire européen, m'a expliqué la chose : eh trouduc', qu'il m'a dit, si t'avais lu le projet de Giscard, toi aussi t'aurais rétréci.

Fredo Ladrissse.

(sources : la Croix, le Journal du Dimanche, France Inter, Libération, le Monde)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Nouvelles des fronts

EN AMÉRIQUE LATINE, malgré des chiffres bidouillés autant que nécessaire, le chômage s'est accru de 700 000 têtes de bétail et a atteint officiellement son plus haut niveau historique, à savoir 10,7 % en 2003. Quand on connaît un peu l'Amérique dite latine, on a vraiment l'impression qu'on nous prend pour des billes !

Ce petit 11 % au baromètre de l'ANPE continentale représente – une paille – 16,7 millions de « désaffiliés » sur une population active de 190 millions d'exploités et de « sans-terre », sans-abri... sans-projet. Du pareil au même dans les petits paradis sociaux-démocrates. En Suède, il est annoncé, malgré la reprise économique annoncée en 2003, une hausse du chômage.

Comme aux USA d'ailleurs, où la même règle s'applique : plus de délocalisation, plus de profits, plus de chômage et plus de soumission. Il est d'ailleurs probable qu'on nous jouera la même partition d'ici à quelques mois... une fois les élections passées, cela va sans dire ! Toujours au paradis, une brique dans la mare. La firme Lego va devoir restructurer après une perte de 188 millions d'euros en 2003. Et qui va payer la casse des briques, je vous le donne en mille, comme aurait dit Pouget : « C'est le prolo ». On s'y prépare d'ailleurs avec enthousiasme, un plan de « dégraissage » est à l'étude. Vous me direz, ils ont qu'à moins bouffer !

Dans l'Hexagone, ici aussi tout va pour le mieux dans ce monde pourri qui sera sans doute pire si le populo ne se bouge pas. On apprend de sources sûres car officielles, suite à une étude de 1998 de la Direction de l'animation de la recherche et des statistiques, la très sérieuse DARES, que le travail posté n'a pas diminué, bien au contraire ; et des petits malins nous parlent de la fin du taylorisme (terrorisme ?).

Ce type travail pénible et nuisible à la santé concernait 28 % des emplois en 1991 mais seulement 34 % en 1998, au grand dam du Medef et malgré les efforts infatigables de ses serviteurs du PS et autres UMP. Dans le même élan, 38 % des enquêtés déclarent avoir des conditions de travail pénibles (charges à porter, postures difficiles, station debout prolongée, etc.) contre 16 % en 1984.

Bref, tout baigne, alors vous reprendrez bien un petit contrat de mission, un super CDD à la mode de chez nous, pour faire passer la couleuvre. Non ?

Hugues

groupe Pierre-Besnard

Ça bouge en Meuse

Plusieurs personnes sont intéressées pour monter une liaison FA en Meuse. Si vous voulez contribuer à l'implantation de l'anarchisme dans ce département, écrivez à : Liaison Meuse, c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Non à la marchandisation de la vie !

« **L'ARGENT EST UNE DROGUE DURE** entraînant accoutumance et dépendance » (Manuel apocryphe de toxicologie). Le gouvernement veut poursuivre la mise en place des ordonnances Juppé, que la gauche a appliquées, comme prélude à la privatisation de la santé publique. Il continue la politique instaurée depuis vingt ans par la droite et la gauche, obéissant à l'OMC et à l'OCDE.

Déjà, les grandes grèves hospitalières de 1988 et de 1991 alertaient l'opinion sur le manque d'effectifs. Mais la pénurie a été sciemment programmée. On a fermé des hôpitaux de proximité, des services en les concentrant, supprimé des lits, réduit les personnels. C'est le pool infirmier réparti chaque jour dans les services sans continuité des soins ou relation, c'est le recours à l'astreinte à domicile pour combler des effectifs au minimum, ce sont les urgences débordées cherchant un lit, des hospitalisations trop courtes. C'est la médecine du travail et scolaire sans moyens. On supprime la gynécologie et la pédiatrie comme si les généralistes pouvaient tout savoir, eux qui font déjà 50 heures hebdomadaires. On a privatisé des services techniques (labo, radio, restauration, nettoyage, blanchisserie, etc.) pour démanteler l'établissement public. On a réduit l'aide à domicile et délaissé les maisons de retraite et de long séjour. La part du privé dans le soin a augmenté, son profit avec. Le privé se spécialise dans le secteur lucratif et laisse au public le secteur déficitaire. Les assurances privées feront de même avec la sécurité sociale.

La formation et le recrutement ont été diminués. Emplois précaires, postes sous-qualifiés ou sous-payés au regard de la compétence utilisée, l'emploi est bradé. Les conditions de travail, et de vie, se dégradent et ne suscitent plus de vocations, aggravant la pénurie, cercle vicieux de cette politique de santé.

Depuis 1984 et le budget global, les projets thérapeutiques sont subordonnés à la gestion. Ce n'est plus la clinique qui décide. Avec le PMSI, la nosographie (classification des maladies) devient un inventaire quantitatif de symptômes qui sert de caution à une comptabilité, au détriment du qualitatif et de la nature de la pathologie. Or, pour soigner, il faut traiter la cause, pas seulement l'effet symptôme. Le projet hôpital 2007 accentue le phénomène à travers un pouvoir administratif accru et une bureaucratisation paperassière du travail. Avec la mise en concurrence public-privé et leur fusion, c'est la privatisation avec la perte du statut d'hospitaliers publics. La tarification par acte et le coût par pathologie entraîneront une course au rendement pour obtenir un finan-

cement. Les services devront d'eux-mêmes réduire leurs effectifs pour être rentables et budgétisés. On nous offre la corde pour nous pendre. En psychiatrie, le risque est de limiter le secteur à des consultations et des soins au CMP, des lits d'hospitalisation brève et des urgences traitées à l'hôpital général comme moment séparé de l'histoire du patient. Le soin est réduit à un travail harassant de gestes techniques quantifiés.

Le démantèlement de l'établissement public ouvre la voie à la privatisation de la formation professionnelle et de la recherche. La globalité du soin tombe sous la coupe du privé. C'est l'usine à soin. Usagers et soignants seront soumis à la dictature du marché et des actionnaires des compagnies d'assurance, des entreprises pharmaceutiques et des cliniques privées, dont le but est le profit, pas la santé.

L'accréditation, venue des États-Unis, a des effets pervers. Elle se prétend évaluation du soin nécessaire pour être budgétisé. Sous un label qualité, un schéma standardisé de soin est mis en place. Si le résultat est mauvais, on remet en cause l'application mais pas le schéma lui-même. Par exemple, on fabrique des cartons pour les sans-abri. S'ils sont mal installés, on critique la fabrication. On ne se demande pas si le carton est une bonne idée pour loger. Ça tombe bien. Le carton est moins cher qu'un logement. C'est le raisonnement de l'accréditation. La clinique est détournée de son but pour un soin au moindre coût. Le financier supplante la thérapeutique. La rentabilité ne voit du patient qu'une machine biologique à réparer.

La Sécurité sociale est menacée

Avec la Sécurité sociale, chacun et tous avaient la liberté d'être soignés de leur maladie. Dès les années 1970, profitant de la crise, le patronat cherche à la détruire avec une orientation : une protection minimale obligatoire pour tous, et une protection complémentaire privée. La propagande politicienne et médiatique sur le déficit manipule les esprits pour préparer la privatisation. On ne dit pas les causes du déficit (baisse des salaires et chômage réduisant les cotisations, non-paiement des cotisations patronales, non-versement de taxes), ni que ce déficit n'est que de 3,5 % du budget global de la Sécu et correspond à 0,3 % du salaire brut de cotisation en plus. C'est un faux prétexte pour imposer le recours aux assurances privées qui veulent le pactole pour un profit financier. Les assurances privées et les labos tentent déjà d'instaurer des réseaux privés, et les mutuelles sont prêtes à fonctionner de la même façon.

Certains soins seront pris en charge par la Sécu et les assurances ou mutuelles. Les autres dépendront des assurances privées dont la couverture sera fonction des risques et des revenus. C'est la remise en cause de l'égalité d'accès au soin. Sous la raison fallacieuse de liberté de cotiser, ne seront libres que ceux qui ont de l'argent. Les maladies graves et les professions exposées seront taxées et paieront plus cher le même droit d'être en bonne santé. Les pauvres ne pourront pas se payer la même couverture santé que les riches et n'auront droit qu'au soin minimal. Le riche aura toute la protection et l'accès au soin coûteux.

Aux États-Unis, au 12^e rang mondial pour la santé, 40 millions de gens n'ont pas de couverture santé, et l'espérance de vie d'un enfant des ghettos newyorkais est celle du tiers monde. C'est le modèle que l'on veut imposer, alors que la France a le meilleur service de santé au monde selon l'OMS. Mondialisons notre système de santé et de sécurité sociale, plutôt que de régresser au XIX^e siècle et de s'aligner sur les autres.

On exige de la médecine qu'elle soit toute-puissante et infailible, ce qu'elle ne peut pas être. Il vaudrait mieux lui donner les moyens de faire ce qu'elle sait faire. Il suffit de prendre l'argent là où il est. Il faut une sécurité sociale avec un régime unique pour les maladies, arrêts de travail, maternité, retraite, etc. ; une politique de soin, d'éducation et de prévention dans une économie orientée sur l'utilité pour l'être humain, dans le partage du travail et des richesses.

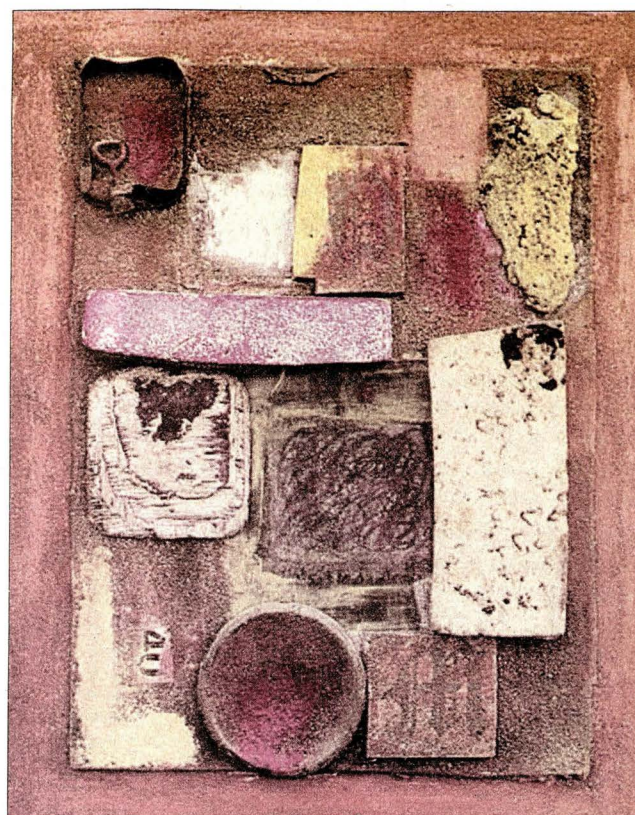
Recherche, pharmacologie, manipulation génétique, le capitalisme accapare le patrimoine scientifique pour son profit, plus préoccupé de commercialisation que d'éthique et de thérapeutique. C'est une conception économique et idéologique qui ne dit pas son nom. On brise la solidarité pour mieux dominer et exploiter. Tout devient marchandise et source de profit. Libéral ou social-démocrate, le capitalisme est ce monde marchand où ne règne que l'argent qui pervertit tout. C'est ce système qu'il faut abolir.

Quelle démocratie ? On nous impose un choix de société qui n'a jamais été débattu. Politiciens et médias mentent sur l'objectif, le profit, et les conséquences, une médecine pour riche et une médecine pour pauvre. Ne laissons pas les capitalistes et les politiciens décider. Le service public et la Sécurité sociale nous appartiennent. Il s'agit de se les réapproprier. Autogestion pour un autre futur, pour nos enfants.

Jean Monjot

Marseille

L'offensive qui fait Pam !



Peter Hugo McClure, *Construction with sardine tin*

Gaël et Jocelyne

La Bonne Mère en tremble encore: des précaires marseillais s'organisent et pratiquent la démocratie directe. Ensemble vers le grand boum ?

L'IDÉE DE CONVERGENCE des luttes devient de plus en plus présente dans le militantisme marseillais (et peut-être partout?). Dans cette optique, AC! 13 a pris l'initiative de lancer un appel à tous ceux et celles qui partagent un sentiment d'impuissance face à la précarisation grandissante de la société. Le 29 novembre se sont ainsi rassemblées à Marseille, pour la première fois, plus d'une centaine de personnes. Tout ce monde, militant.e.s aguerri.e.s dans divers groupes pour certain.e.s, d'autres continuant les luttes du printemps, ou encore seulement intrigué.e.s par l'appel du Pam, s'est retrouvé en assemblée constitutive des « Précaires associé.e.s de Marseille ».

Le Pam, pour quoi ? Pour qui ?

Motivé par le désir de faire front face à la politique de casse sociale du gouvernement, le Pam se réunit sous la forme d'une assemblée souveraine, fonctionnant sur des bases de démocratie directe, dans un cadre « No logo ». Aucun parti n'est invité, aucune organisation n'est favorisée, aucun syndicat n'est signataire... Seuls les présent.e.s peuvent s'exprimer en tant qu'individu et apporter au groupe leurs avis, leurs propositions. Le mode de fonctionnement interne de l'assemblée, aussi bien que les actions entreprises par le groupe, sont décidés et construits par l'ensemble des individus présents. Démarche intéressante, car bien que regroupant des personnes de tous horizons, elle démarre sur des bases clairement libertaires.

Le Pam prétend, en regroupant étudiant.e.s, retraité.e.s, sans-papiers, salarié.e.s, chômeur.se.s, etc., favoriser l'émergence des nouvelles formes de luttes. Par exemple, des occupations simultanées en différents lieux de la ville avec un tract commun; des manifestations sous une même banderole, sans la multitude de drapeaux et logos habituels où chacun noie ses propres revendications dans le brouhaha général... À travers ce rassemblement hétéroclite d'individus, le Pam permet également le partage des moyens de diffusion et d'information, et favorise une certaine éducation populaire de la lutte. Ceci pouvant éventuellement amener à de nouvelles formes d'action, initiées par le rapprochement des expériences, qui seront d'autant plus riches que le Pam regroupera un nombre important de participants.

Le Pam dans la réalité

Le Pam étant, entre autres, un lieu d'expérimentation et de mise en pratique de la démocratie directe, il est pour l'instant difficile d'apporter un jugement concret sur son impact dans le mouvement social marseillais.

Au niveau de l'assemblée générale et du nombre de présent.e.s, il est difficile de s'organiser efficacement, autant dans les prises de décision du fonctionnement interne que dans les actions à mener. Par exemple, les interventions lors de l'AG ont porté davantage sur les actions, au détriment de l'établissement d'un fonctionnement de base du Pam. L'outil « tour de parole-moderateur » comme moyen

Gaël et Jocelyne sont militants du groupe FA de Marseille.

d'expression en assemblée montre vite ses limites quand nombreux sont ceux et celles qui veulent parler dans un laps de temps limité. Alors, on s'aperçoit qu'appliquer la démocratie directe pose des contraintes qu'il est nécessaire de gérer sous peine de voir l'assemblée sombrer dans un désordre favorisant l'émergence d'une hiérarchie.

Par ailleurs, les participant.e.s venant essentiellement du vivier militant masculin local, il est dès le départ plus difficile pour un non-militant ou une femme – et encore plus pour une femme non militante – de s'exprimer (utilisation d'un vocabulaire spécialisé, connoté; rapports de domination; la gêne du « débutant.e » face à la familiarité dont font preuve des ancien.ne.s militant.e.s entre eux et elles, etc.). Le Pam se voulant un outil de lutte pour les précaires quels que soient leur genre et leur degré d'implication dans les mouvements sociaux, comment l'ouvrir à un public plus représentatif de la réalité marseillaise? Comment toucher ceux et celles moins présent.e.s: femmes, immigré.e.s, familles monoparentales, habitants des quartiers, etc ?

Dans le Pam, le nombre et la diversité des individus sont intéressants pour l'impact des actions, mais aussi pour montrer que la précarité a plusieurs visages et qu'elle se manifeste sous diverses formes en fonction des individus (à travers le logement, l'emploi, le chômage, l'accès à la culture, aux services publics, à la santé, etc.). Mais s'il devient relativement facile de s'attaquer à la précarité sur un terrain plus global, de l'identifier et de la dénoncer dans son ensemble, il est plus délicat d'émettre des alternatives qui réunissent l'ensemble des acteurs du Pam.

Le Pam avant le grand boom ?

Malgré les doutes et les questionnements de chacun, la première manifestation du Pam, samedi 6 décembre, montre qu'il est quand même possible de regrouper sous une même banderole des individus de différentes idéologies. Même si l'assemblée générale n'a pas prévu la manifestation de manière détaillée, la spontanéité et l'enthousiasme ont permis que le Pam se montre aux Marseillais.e.s au travers d'une action animée et conviviale.

Reste que l'évolution prochaine du Pam ne dépend que de ce que les Marseillais.e.s voudront bien en faire. Que le mouvement s'amplifie via son appropriation par la population ou qu'il vivote péniblement entre convaincu.e.s, le fait est qu'il restera un outil intéressant par les horizontalités qu'il génère.

En somme, le défaitisme ambiant ne doit pas nous décourager. L'expérience du Pam montre qu'il est toujours temps de construire sur des bases libertaires un outil de convergence des luttes. Un nouveau rayon de soleil libertaire perce la grisaille du défaitisme ambiant pour réchauffer Marseille. Peut-être demain fera-t-il beau sur toute la France?

G. & J.

Baloo ? What fun !

MÊME si vous n'y êtes jamais allé, vous avez toutes et tous déjà entendu parler du grand parc d'attraction Eurodisney. Le bonheur de vos enfants! Pas, mais alors pas du tout, pour ceux qui y travaillent, surtout en intérim. Il se trouve que le soir du 31 décembre, j'y étais embauché comme « employé de restauration ». Vu de face, Disney, c'est beau, mais vu de derrière...

Déjà, tous les employés doivent se présenter une heure à l'avance (non payée, bien sûr), pour se changer et retirer les costumes. On est ensuite emmené en bus sur les lieux du boulot, et là le monde des petits Mickey et des dingos tourne au cauchemar. En fait d'« employé de restauration » (pardon chez Minnie on dit « cast member ») je me suis retrouvé derrière un chariot à vendre des gaufres pendant sept heures. C'est à l'extérieur: pas chauffé. Inutile de préciser qu'il faisait - 2 °C. On nous avait bien fourni des gants mais il fallait faire les gaufres au chocolat sans les tacher... Tout ça debout, en pantalon de golf (costume Disney), se faisant engueuler par des connards parce qu'il n'y a plus de gaufres au chocolat.

Et pendant sept heures on a le droit ni de manger, ni de boire, ni quoi que ce soit. Interdiction de quitter son poste, interdiction de se reposer, de tenter de se réchauffer. Une pause est normalement prévue, mais sans avoir l'ordre d'un chef (pardon, Baloo dit « team leader »), impossible de quitter son moule à gaufres ne serait-ce qu'une minute. Ce qui fait que de six heures du soir à une heure du matin je n'ai même pas pu pisser! Ni même, en infraction avec le Code du travail ou le simple respect de la personne, manger ou boire et me reposer un peu.

De plus, les pourboires sont interdits (eh oui, on ne peut pas avoir d'argent sur soi!), et des vigiles déguisés en client passent régulièrement pour vérifier que l'on travaille bien. Vive le flicage au travail! Enfin, à une heure du matin, on peut se barrer, en pensant qu'il va falloir une heure pour se changer et deux pour rentrer. Et encore, nous, on a eu de la chance: le 31, c'est payé double...

Moko Mouse

L'armée recrute à l'université

IL Y A QUELQUE TEMPS, je m'indignais en apprenant d'un collègue que les 2^{es} années du CUST (science) élaboraient un projet avec l'armée. Cela me semblait totalement aberrant et un nombrilisme certain me laissait croire qu'en fac de Lettres j'étais hors d'atteinte des bellistes de toutes sortes.

Malheureusement, ce n'est pas si simple et, via l'affichage de l'administration, le CEHD annonce son prix d'histoire militaire. Créé en 1996 par arrêté signé conjointement par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le CEHD a pour mission de développer, en liaison avec les institutions universitaires, l'histoire militaire et l'histoire de la défense, sous tous leurs aspects. Ainsi le CEHD accorde également des allocations de recherche à des étudiants de DEA ou de doctorat effectuant leur travaux sur les questions ayant trait à l'histoire de la défense, sans restriction de domaine ou de période.

Évidemment, il ne faut pas voir ici une entreprise philanthropique visant à aider les pauvres étudiant.e.s. Leur but est « d'encourager et de promouvoir la recherche dans le domaine militaire » (art. 1 du règlement). Et, s'il est écrit que les travaux n'ont pas de « restriction de domaine et de périodes, c'est tout de même le jury qui décide des travaux touchant à l'histoire de la défense admis à concourir ». Accepteraient-ils une thèse sur l'histoire de l'objection de conscience? Il est permis d'en douter lorsqu'on connaît la composition dudit jury! Tous sont membres CEHD ou de l'armée!

Voilà donc le ministère de la Défense qui s'arroge le droit de déposer son sceau sur des

travaux universitaires (« en cas de publication les lauréats sont tenus de faire mention de leur prix en couverture »). Tout cela est grave pour la recherche car elle se trouve à la botte de mécènes qui cherchent, par le biais d'allocations et de prix, à contrôler et à s'approprier toutes études faites sur le sujet. Quel intérêt scientifique aurait une thèse effectuée sur l'histoire de l'automobile si elle était récompensée par le centre d'études historiques de Peugeot ou de Renault?

Ce genre de financement, même s'il n'intervient qu'a posteriori, ne peut que nuire à l'indépendance de l'étudiant.e durant ses travaux. De plus, il paraît évident que sous prétexte d'aides, c'est l'idéologie militariste que tend à développer le ministère de la Défense en s'appuyant sur les sciences humaines. Si les sciences inventent les armes, l'étude de l'histoire légitimise leur utilisation!

Ce type de collaboration interministérielle est inacceptable et montre à quel point les méthodes de l'État et de l'armée sont sournoises, insidieuses et abjectes. Mais cela n'a rien d'étonnant. Le plus grave, c'est que l'université aujourd'hui, dans son ensemble, loin de s'indigner de ce genre de pratiques, les intègre parfaitement. Cela prouve une nouvelle fois que l'Éducation nationale est loin d'être la panacée car elle participe à la propagande de l'État et de son armée. Nous nous devons donc de rester vigilant face aux attaques que subit notre école.

Erwan Charny

CNT FAU 63

Bush n'est pas un humaniste

BUSH A FAILLI passer pour un humaniste en annonçant la naturalisation de 10 millions de clandestins, principalement hispaniques. Mais ne soyons pas dupe. Tout d'abord, cette naturalisation sera temporaire. Bush invente la nationalité temporaire.

Si cette mesure vise apparemment à redorer l'image du principal fauteur de guerre et de troubles, et lui rapporter quelques voix à la future présidentielle, elle a un effet pervers qui échappera certainement à Fox News et la presse people. Les clandestins qui sont actuellement sur le territoire des États-Unis occupent des emplois pénibles et sous-payés (agriculture, bâtiment et services). Même s'ils sont régulés pour cinq ans, leur salaire ne va pas augmenter. Il n'y a pas de SMIC aux États-Unis.

Les salaires des travailleurs réguliers étant tirés vers le bas, cela permettra aux patrons américains de payer encore moins les nouveaux clandestins qui ne manqueront pas d'arriver. La répression féroce de l'immigration illégale n'a pas pour but de l'éradiquer, mais de précariser au maximum les survivants au franchissement de la frontière. Une sorte de sélection naturelle.

Après la phase de délocalisation des unités de production (maquilladoras), le capitalisme choisit maintenant de délocaliser la main-d'œuvre. Les maigres salaires versés sont ainsi en partie dépensés sur le territoire national. Et cette concurrence assouplit l'échine des travailleurs autochtones.

Cette tendance est à l'œuvre aussi en Europe. Récemment des patrons suisses avaient importé et parqué un contingent de Chinois et les faisaient travailler au tarif chinois sur le territoire helvétique. À Nantes, Alstom soustrait 80 % de la construction navale à des entreprises étrangères extra-européennes. C'est ainsi que des Ukrainiens, des Polonais, des Coréens travaillent sur le territoire français avec une législation du travail exotique.

C'est le sens de la mondialisation. Le capitalisme est international, apatride. Les systèmes de protection sociale élaborés des sociétés occidentales – arrachés par la sueur, le sang et les larmes de la lutte sociale – sont des entraves à la dictature du marché qui tient lieu de ligne politique aux zéloteurs de l'utopie libérale universelle, où toutes les frontières sont abolies et où chacun sera libre d'exploiter qui il veut, les classes sociales étant réduites aux classes patrimoniales. Tu ne possèdes rien, tu n'es rien. Dis-moi combien tu gagnes, je te dirais qui tu es.

La fortune étant en lien direct avec la qualité de l'habitat, de l'alimentation, de l'éducation, de l'accès aux soins et de l'usage de la machinerie judiciaire, nous assistons à la restauration des privilèges, à la reconstitution des ordres, le deuxième étant constitué de la

prêtrise médiatique, journalistes et politiques confondus.

Raffarin non plus

En France, le gouvernement de Chirac avec la bénédiction du patronat s'empresse de démolir systématiquement toutes les garanties et protections obtenues par un siècle de lutte syndicale.

Le système des retraites par répartition est miné et s'écroulera dans quelques décennies. La suppression du principe de faveur permettra aux patrons des petites boîtes, comme pour les trente-cinq heures, de désigner les délégués syndicaux avec lesquels ils signeront des accords d'entreprise défavorables, néanmoins applicables, en attendant la suppression des contrats à durée indéterminée. Déjà l'inspection du travail a été déchargée de sa tâche de contrôle de l'application du droit du travail. Le Medef applaudit, trouve que cela va dans le bon sens.

Le RMA institue le travail forcé, alors que des milliers de chômeurs sont radiés de l'ANPE. Laquelle sera bientôt mise en concurrence avec des boîtes privées qui trouveront bien le moyen de se faire du fric sur le dos des chômeurs. L'activation des dépenses sociales, c'est un joli mot qui veut dire que dorénavant l'argent de nos cotisations va directement dans la poche de ces pauvres patrons qui ont tant de mal à faire face à la concurrence internationale. La Sécurité sociale, saignée par l'État depuis des années (20 milliards d'euros par an), n'en a plus pour longtemps. Grâce à toutes ces mesures « modernes », nous pourrions concurrencer bientôt les Philippines et la Malaisie, et l'Angleterre thatcherienne nous apparaîtra comme un paradis perdu.

La révolution est toujours possible si nous cessons de nous résigner, d'être sur la défensive, de nous battre pour sauvegarder quelques lambeaux corporatistes. Nous pouvons bousculer ce régime si nous savons nous unir sur des axes de lutte radicaux et faire converger nos luttes vers la condition *sine qua non* à tout changement social positif: la destruction du capitalisme. Il est urgent de le faire car nous savons que le capitalisme aux abois se réfugie sans vergogne dans des régimes fascistes, policiers ou totalitaires. Urgent de le faire avant que l'État n'ait fini de faire construire, par des boîtes privées, les prisons destinées aux criminels sociaux qui bloquent les routes ou les entreprises, démontent des Mc Do, arrachent des OGM, entravent la liberté de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la femme par l'homme, les enfants, les proxénètes et les publicitaires.

Cela devient vital pour une part grandissante de l'humanité.

Daniel T.

«La révolution est toujours possible si nous cessons de nous résigner. Nous pouvons bousculer ce régime si nous savons nous unir et faire converger nos luttes vers la destruction du capitalisme.»



Extraits des Douze preuves de l'inexistence de Dieu, de Sébastien Faure, 1934

IL Y A UNE [...] façon d'étudier et de tenter de résoudre le problème de l'inexistence de Dieu. Celle-là consiste à examiner l'existence du dieu que les religions proposent à notre adoration.

Se trouve-t-il un homme, sensé et réfléchi pouvant admettre qu'il existe ce Dieu dont on nous dit, comme s'il n'était enveloppé d'aucun mystère, comme si l'on n'ignorait rien de lui, comme si on avait pénétré toute sa pensée, comme si on avait reçu toutes ces confidences :

« Il a fait ceci, il a fait cela, et encore ceci, et encore cela. Il a dit ceci, il a dit cela, et encore cela. Il a agi et parlé dans un tel but et pour telle autre raison. Il veut telle chose, mais il défend telle autre chose; il récompensera telles actions et il punira telles autres. Et il a fait ceci et il veut cela, parce qu'il est infiniment sage, infiniment juste, infiniment puissant, infiniment bon? »

À la bonne heure! Voilà un dieu qui se fait connaître! Il quitte l'empire de l'inaccessible, dissipe les nues qui l'environnent, descend des sommets, converse avec les mortels, leur confie sa pensée, leur révèle sa volonté et donne mission à quelques privilégiés de répandre sa doctrine, de propager sa loi et, pour tout dire, de le représenter ici-bas, avec pleins pouvoirs de lier et de délier, au ciel et sur la Terre!

Ce dieu, ce n'est pas le dieu Force, Intelligence, Volonté, Énergie, qui, comme tout ce qui est énergie, volonté, intelligence, force,

peut être tour à tour, selon les circonstances et par conséquent indifféremment, bon ou mauvais, utile ou nuisible, juste ou inique, miséricordieux ou cruel; ce dieu, c'est le dieu en qui tout est perfection et dont l'existence n'est et ne peut être compatible, puisqu'il est parfaitement juste, sage, puissant, bon, miséricordieux, qu'avec un état de choses dont il serait l'auteur et par lequel s'affirmerait son infinie justice, son infinie sagesse, son infinie puissance, son infinie bonté et son infinie miséricorde.

Ce dieu, vous le reconnaissez; c'est celui qu'on enseigne, par le catéchisme, aux enfants; c'est le dieu vivant et personnel, celui à qui on élève des temples, vers qui monte la prière, en l'honneur de qui on accomplit des sacrifices et que prétendent représenter sur la terre tous les clergés, toutes les castes sacerdotales.

Ce n'est pas cet « Inconnu » cette force énigmatique, cette puissance impénétrable, cette intelligence incompréhensible, cette énergie incognoscible, ce principe mystérieux : hypothèse à laquelle, dans l'impuissance où il est encore d'expliquer le « comment » et le « pourquoi » des choses, l'esprit de l'homme se plaît à recourir; ce n'est pas le dieu spéculatif des métaphysiciens, c'est le dieu que ses représentants nous ont abondamment décrit, lumineusement détaillé. C'est, je le répète, le dieu des religions, et, puisque nous sommes en France, le dieu de cette religion qui, depuis quinze siècles, domine notre histoire : la religion chrétienne. [...]

Le problème du mal

C'EST LE PROBLÈME du mal qui me fournit mon quatrième et dernier argument contre le dieu gouverneur, en même temps que mon premier argument contre le dieu justicier.

Je ne dis pas : l'existence du mal, mal physique, mal moral, est incompatible avec l'existence de Dieu; mais je dis qu'elle est incompatible avec l'existence d'un dieu infiniment puissant et infiniment bon.

Le raisonnement est connu, ne serait-ce que par les multiples réfutations – toujours, impuissantes, du reste – qu'on lui a opposées.

On le fait remonter à Épicure. Il a donc déjà plus de vingt siècles d'existence; mais, si vieux qu'il soit, il a gardé toute sa vigueur.

Le voici. Le mal existe; tous les êtres sensibles connaissent la souffrance. Dieu qui sait tout ne peut l'ignorer. Eh bien! de deux choses l'une :

Ou bien Dieu voudrait supprimer le mal, mais il ne le peut pas.

Ou bien Dieu pourrait supprimer le mal, mais il ne le veut pas.

Dans le premier cas, Dieu voudrait supprimer le mal; il est bon, il compatit aux douleurs qui nous accablent, aux maux que nous endurons. Ah! s'il ne dépendait que de lui! Le mal serait anéanti et le bonheur fleurirait sur la terre. Encore une fois, il est bon; mais il ne peut supprimer le mal et, alors, il n'est pas tout-puissant.

Dans le second cas, Dieu pourrait supprimer le mal. Il lui suffirait de vouloir pour que le mal fût aboli : il est tout-puissant; mais il ne veut pas le supprimer; et, alors, il n'est pas infiniment bon.

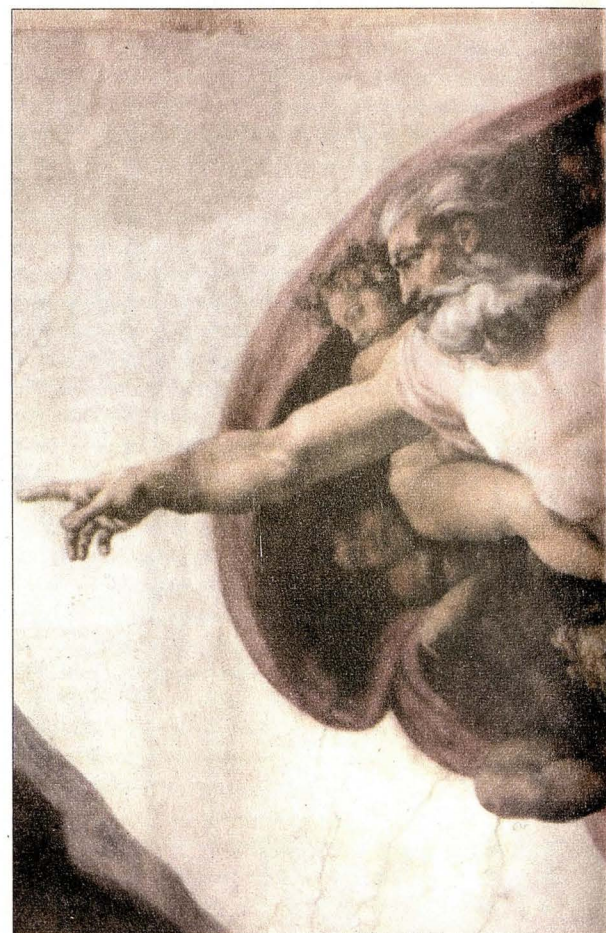
Ici, Dieu est puissant, mais il n'est pas bon; là, Dieu est bon, mais il n'est pas puissant.

Or, pour que Dieu soit, il ne suffit pas qu'il possède l'une de ces perfections : puissance ou bonté, il est indispensable qu'il les possède toutes les deux.

Ce raisonnement n'a jamais été réfuté.

Entendons-nous : je ne dis pas qu'on n'a jamais essayé de le réfuter; je dis qu'on n'y est jamais parvenu.

Inexis de l



Quand tu auras chassé les dieux,
tu te seras débarrassé des maux
d'en bas, quand tu auras accompli ta
vance, alors, mais seulement
ras de ton enfer et tu réaliseras

tence Dieu



x du ciel et de la terre, quand
tres d'en haut et des maîtres
mpli ce double geste de déli-
lors, ô mon frère, tu t'évade-
s ton ciel!

L'essai de réfutation le plus connu est celui-ci :

« Vous posez en termes tout à fait erronés le problème du mal. C'est bien à tort que vous en rendez Dieu responsable. Oui, certes, le mal existe et il est indéniable; mais c'est l'homme qu'il convient d'en rendre responsable. Dieu n'a pas voulu que l'homme soit un automate, une machine, qu'il agisse fatalement. En le créant, il lui a donné la liberté; il en a fait un être entièrement libre; de la liberté qu'il lui a généreusement octroyé, Dieu lui a laissé la faculté de faire, en toutes circonstances, l'usage qu'il voudrait; et, s'il plaît à l'homme, au lieu de faire un usage judicieux et noble de ce bien inestimable, d'en faire un usage odieux et criminel, ce n'est pas Dieu qu'il faut en accuser, ce serait injuste; il est équitable d'en accuser l'homme. »

Irresponsable, l'homme ne peut être ni puni ni récompensé

DEVANT CE DIEU formidablement armé, l'homme est irresponsable.

Celui qui n'est sous la dépendance de personne est entièrement libre; celui qui est un peu sous la dépendance d'un autre est un peu esclave, il est libre pour la différence; celui qui est beaucoup sous la dépendance d'un autre est beaucoup esclave, il n'est libre que pour le reste; enfin, celui qui est tout à fait sous la dépendance d'un autre est tout à fait esclave et ne jouit d'aucune liberté.

Si Dieu existe, c'est dans cette dernière posture, celle de l'esclavage, qu'il se trouve par rapport à Dieu, et son esclavage est d'autant plus entier qu'il y a plus d'écart entre le maître et lui.

Si Dieu existe, lui seul sait, peut, veut; lui seul est libre; l'homme ne sait rien, ne peut rien, ne veut rien; sa dépendance est complète. Si Dieu existe, il est tout, l'homme n'est rien.

L'homme ainsi tenu en esclavage, placé sous la dépendance pleine et entière de Dieu,

Voilà l'objection; elle est classique.

Que vaut-elle? Rien. Je m'explique :

Distinguons d'abord le mal physique du mal moral.

Le mal physique, c'est la maladie, la souffrance, l'accident, la vieillesse avec son cortège de tares et d'infirmités, c'est la mort, la perte cruelle de ceux que nous aimons; des enfants naissent qui meurent quelques jours après sans avoir connu autre chose que la souffrance; il y a une foule d'êtres humains pour qui l'existence n'est qu'une longue suite de douleurs et d'afflictions, en sorte qu'il vaudrait mieux qu'ils ne fussent pas nés; c'est, dans le domaine de la nature, les fléaux, les cataclysmes, les incendies, les sécheresses, les famines, les inondations, les tempêtes, toute cette somme de tragiques fatalités qui se chiffrent par la douleur et la mort. [...]

ne peut avoir aucune responsabilité. Et, s'il est irresponsable, il ne peut être jugé. Tout jugement implique un châtiment ou une récompense; et les actes d'un être irresponsable, n'ayant aucune valeur morale, ne relèvent d'aucun jugement.

Les actes de l'irresponsable peuvent être utiles ou nuisibles; moralement, ils ne sont ni bons ni mauvais, ni méritoires ni répréhensibles; ils ne sauraient équitablement être récompensés ni châtiés. En s'érigant en justicier, en punissant ou en récompensant l'homme irresponsable, Dieu n'est qu'un usurpateur; il s'arroge un droit arbitraire et il en use à l'encontre de toute justice.

De ce que je viens de dire, je conclus :

a) Que la responsabilité du mal moral est imputable à Dieu comme lui est imputable celle du mal physique;

b) Que Dieu est un justicier indigne, parce que, irresponsable, l'homme ne peut être ni récompensé ni châtié. [...]

TEL EST POURTANT LE DIEU que, depuis des temps immémoriaux, on a enseigné et que, de nos jours encore, on enseigne à une multitude d'enfants, dans une foule de familles et d'écoles. Que de crimes ont été commis en son nom! Que de haines, de guerres, de calamités ont été furieusement déchaînées par ses représentants! Ce dieu, de quelles souffrances il a été la source! Quels maux il engendre encore!

Depuis des siècles, la religion tient l'humanité courbée sous la crainte, vautreée dans la superstition, prostrée dans la résignation. Ne se lèvera-t-il donc jamais le jour où, cessant de croire en la justice éternelle, en ses arrêts imaginaires, en ses réparations problématiques, les humains travailleront, avec une ardeur inlassable, à l'avènement, sur la terre, d'une justice immédiate, positive et fraternelle?

Ne sonnera-t-elle donc jamais l'heure où, désabusés des consolations et des espoirs fallacieux que leur suggère la croyance en un

paradis compensateur, les humains feront de notre planète un éden d'abondance, de paix et de liberté, dont les portes seront fraternellement ouvertes à tous?

Trop longtemps, le contrat social s'est inspiré d'un Dieu sans justice; il est temps qu'il s'inspire d'une justice sans Dieu. Trop longtemps, les rapports entre les nations et les individus ont découlé d'un Dieu sans philosophie; il est temps qu'ils procèdent d'une philosophie sans Dieu. Depuis des siècles, monarques, gouvernants, castes et clergés, conducteurs de peuples, directeurs de conscience, traitent l'humanité comme le vil troupeau, bon tout juste à être tondue, dévorée, jetée aux abattoirs.

Depuis des siècles, les déshérités supportent passivement la misère et la servitude, grâce au mirage décevant du Ciel, et à la vision horridique de l'Enfer. Il faut mettre fin à cet odieux sortilège, à cette abominable duperie.

Le religion opprime, l'État réprime

DEPUIS NOMBRE D'ANNÉES et récemment les attaques contre la laïcité ont été nombreuses: introduction de l'apprentissage du « fait religieux » dans la formation des maîtres, formation de ces derniers par des représentant.e.s es religion, accord de l'OMC et décentralisation qui favorisent le communautarisme religieux et l'ethnisme en les liant intimement.

On peut également noter dans le style républicain l'introduction de l'armée à l'école avec par exemple la journée citoyenne obligatoire pour les filles et les garçons, où l'individu est nié par l'État qui fait valoir ses fonctions régaliennes, à savoir contrôler et opprimer.

Le port du voile, lui, pose la question du libre arbitre: il pose également la question de l'émancipation des individus par l'école et de ce que celle-ci peut apporter comme esprit critique et comme recul sur la société puisque c'est dans ce cadre que cette polémique s'est développée. Et c'est justement bien dans l'école en premier lieu qu'un vrai travail pédagogique doit s'installer pour comprendre les vrais problèmes sociaux que cela engendre (comme la domination masculine et la pensée unique). Une nouvelle loi ne fera que réduire le champ des libertés (n'est-ce d'ailleurs pas le rôle de la plupart des lois?) et ne résoudra en rien des problèmes qui écrasent des jeunes femmes du fait de la religion qui cherche encore sa part de pouvoir sur les

individus en bâillonnant une bonne moitié de ces derniers, les femmes. L'école doit permettre de se construire une identité individuelle en sortant du carcan des identités collectives.

D'une manière concrète il s'agit de poser les questions liées à l'émancipation de l'individu, tant au niveau social que personnel, afin de lui offrir la possibilité de s'épanouir culturellement et non pas de permettre l'inverse, l'oppression des individus par la culture, ici sous la forme mensongère de la religion, dans le but de mieux les contrôler socialement.

On pourrait tout à fait considérer que les symboles ne sont que des bibelots si on ne les alourdit pas de « sens sacré ». Du moment que ce « sens » n'était que l'affaire de la personne, s'extasiant de ce qu'elle ne comprend pas à grands coups de vérités révélées, ça ne peut regarder qu'elle, *a priori*. Mais qu'on impose ces mêmes « vérités » à autrui c'est autre chose: cet autre chose c'est l'oppression, le droit de regard de la morale sur la sphère privée. De cette manière le voile est une atteinte à l'identité même de la femme, elle en est la négation.

Certaines femmes et jeunes filles sont certainement manipulées, qu'elles soient consentantes ou pas du fait d'exprimer une « identité » par des signes traditionnels à caractère « moral ». Elles servent avant tout de bouc émissaire pour les nationalistes (quelle que soit leur ethnie) ne supportant pas la présence de la différence, et de chèvre au sacrifice pour les intégristes (quelle que soit la religion). Difficile alors pour une jeune femme de se construire dans un tel univers.

Avant de revendiquer une identité, il s'agit de bien peser les conséquences que cela implique pour ses sœurs et ses filles. À ce titre, on ne peut que se réjouir et se solidariser des luttes des femmes et des hommes conscient.e.s de l'aliénation que les religions représentent.

On ne peut qu'inciter femmes et jeunes filles à se libérer et à se révolter, comme le font celles qui dans leur pays subissent l'oppression dans leurs foyers et jusque dans leur chair, contre la loi coranique et le mari tout-puissant, contre des garçons de certains quartiers qui expriment leur petite domination de mâle en perpétuant la stupidité satisfaite de la tradition et de la religion. Notre solidarité se doit d'aller vers les jeunes femmes qui se soulèvent dans leur quartier contre tout ce qui s'élève contre leur liberté individuelle. Aucune personne sensée ne peut supporter pour soi-même, comme pour autrui, l'oppression de la religion et/ou de l'État; l'attaque de la liberté d'un.e est une attaque de la liberté de tou.te.s. Notre corps comme nos désirs n'appartiennent qu'à nous-mêmes et jamais ils ne seront la propriété d'une religion ou d'un État. La liberté individuelle nous concerne tou.te.s.



Johan

groupe Les Futuro

Guerre à la guerre et polyphonie anticolonialiste

André Bernard

IL Y AURA CINQUANTE ANS, le 1^{er} novembre 1954, commençait la guerre d'Algérie. Depuis la conquête de 1830, la résistance populaire contre l'occupation française avait été constante, même si une partie de l'élite algérienne aspirait à une assimilation par la République française. Ce n'était pourtant ni le projet de cette république, encore moins celui des colons algériens qui repoussèrent systématiquement toutes les propositions de réforme, même modérées, comme le projet Viollette de 1936, et destinées à donner la citoyenneté aux « indigènes » algériens.

Il y avait dans les masses algériennes un réel désir de révolution agraire, mais cette guerre de libération ne fut pas une révolution sociale; elle se caractérisa essentiellement par le remplacement de l'encadrement colonial par des cadres algériens: dès le début, le Front de libération nationale (FLN) s'annonce comme un contre-État, destiné à prendre le pouvoir par la violence armée.

Hélène Bracco, dans son livre *Pour avoir dit non*, nous fait une description d'excellente qualité de l'opinion publique française face à cette guerre qui ne disait pas son nom. À de rares exceptions près, et quelques nuances, tous les partis, toute la presse écrite, parlée ou en images est au service du colonialisme. Si, dans un premier temps, existe une opposition à l'envoi du contingent, par la suite, sans enthousiasme, les soldats accepteront de traverser la Méditerranée. En 1957, ces manifestations collectives de rappelés prennent fin.

Par ailleurs, Hélène Bracco donne une image claire de l'histoire du mouvement algérien anticolonialiste qui débouche sur la prééminence et la victoire du FLN, et elle apporte de nombreuses précisions sur ce conflit.

Ce qui nous autorise à être un rien critique sur une partie de son ouvrage, c'est quand elle traite du moment de l'histoire que nous sommes quelques-uns à avoir vécu, quand elle présente plus particulièrement les « objecteurs non violents ».

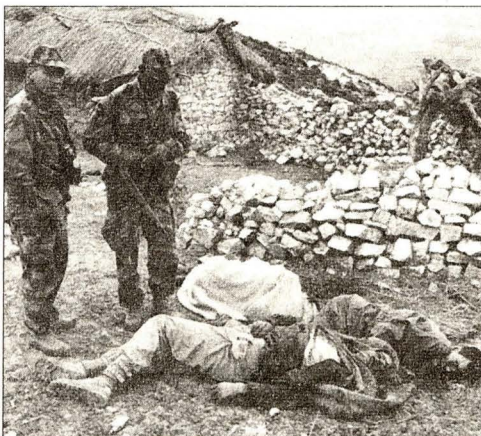
Page 76, on apprend, avec étonnement, que le PSU (Parti socialiste unifié) « préconise des actions de masse non violentes pour alerter l'opinion » (1959). Certes, des « gens de gauche » participèrent à Paris à des manifestations non violentes contre les camps d'internement d'Algériens « suspects », mais il faut

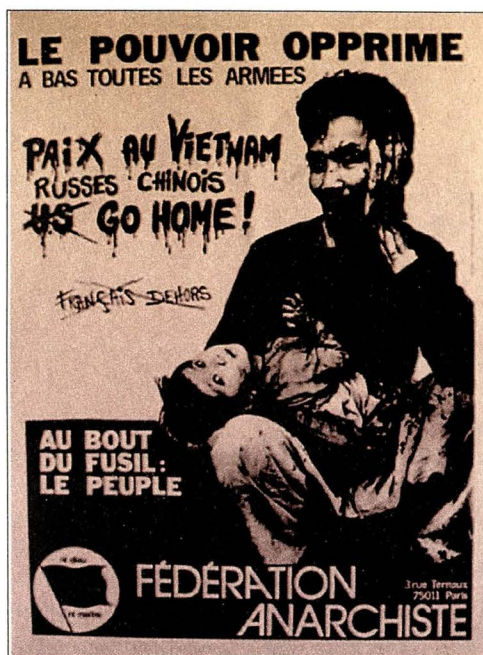
dire que l'initiative en revient à l'Action civique non violente (ACNV) qui déjà auparavant organisait des actions contre la torture en Algérie.

Page 123, où débute un petit chapitre intitulé « Le refus d'obéissance: les objecteurs non violents », on peut lire que « de nombreux objecteurs non violents, en majorité des témoins de Jéhovah, se présentent à la caserne et refusent de porter l'uniforme ». Disons que les témoins de Jéhovah ne se réclamaient pas de la non-violence et que leur refus avait pour base une interprétation très simpliste de la Bible. Les réfractaires qui se font arrêter publiquement au cours de manifestations non violentes sont justement ceux qui se sont regroupés au sein de l'ACNV: ils ne peuvent en aucun cas être confondus avec les témoins de Jéhovah.

En page 124, H. Bracco parle effectivement de l'ACNV et des objecteurs qui demandent à faire un service civil en Algérie. Mais quand elle dit: « En 1960, trois objecteurs écrivent au président de la République pour réclamer publiquement un service civil. Leur demande n'étant pas acceptée, ni relayée, ils entrent dans la clandestinité », nous sommes obligés de nous interroger. Elle ne peut pas faire ici allusion aux jeunes réfractaires qui sont à l'origine du soutien de l'ACNV. Elle semble ignorer la façon dont l'ACNV procédait et qui se concrétisait dans le fait que des adultes se solidarisaient « physiquement » (en allant en prison), avec les jeunes, et cela depuis octobre 1960, dépassant par ce geste ceux qui signèrent, à ce moment, le *Manifeste des 121*; ces réfractaires pouvaient être déserteurs, insoumis ou inculpés pour refus d'obéissance. De même, ils pouvaient être catholiques, protestants, juifs, athées ou agnostiques; et tous demandaient à effectuer un service civil en Algérie sous contrôle international.

Si leur nombre ne dépassa pas la trentaine, les réfractaires communistes, « oppositionnels », eux, ne furent guère plus nombreux. Sans doute refusèrent-ils de partir dès 1956, tel Alban Liechti et ses camarades, précédant ainsi les réfractaires de l'ACNV. H. Bracco fait la part belle aux premiers, mais dans la plus grande confusion, confusion qui s'explique peut-être parce que le refus de ces militants était d'abord un acte individuel qui ne s'inquiétait que peu des ordres du Parti qui, en





«Ce qu'ont fait les acteurs, ou refusé de faire, ce n'était pas pour l'histoire mais simplement pour être en accord avec eux-mêmes.»

effet, vota les pouvoirs spéciaux au côté des socialistes pour intensifier l'effort de guerre: le mot d'ordre du Parti était que le soldat communiste va à la guerre et que c'est à l'intérieur de l'armée qu'il exerce son activité de militant. Si le Parti demandait la paix en Algérie, il soutint mollement ses membres qui refusèrent d'y participer.

L'estimation globale de ceux qui dirent non à la guerre est difficile à faire. Moins de quelques milliers d'hommes qui, de multiples façons (cf. le réseau Jeune Résistance) se débrouillèrent seuls ou presque dans la quasi-indifférence de la majorité des Français. À noter que c'est lors du camping de Salernes en août 1956 que les Jeunes Libertaires organisèrent les premières filières de passage à l'étranger.

L'histoire est sans cesse à réécrire à cause, souvent, de la retenue de ceux qui témoignent ou de l'absence de témoignages: ce qu'ont fait les acteurs, ou refusé de faire, ce n'était pas « pour l'histoire » mais simplement pour être en accord avec eux-mêmes.

Sylvain Boulouque, qui a écrit *les Anarchistes français face aux guerres coloniales*, ne dira pas le contraire quand il déplore le manque d'enthousiasme des militants à dire ce qu'ils ont vécu. C'est quasiment une histoire du mouvement anarchiste de 1945 à 1962 qu'il nous restitue.

Soutenir les peuples qui se libèrent de leurs exploiters, oui. Aider à la construction d'un nouvel État, non. Tel était l'alternative des anarchistes confrontés à la question coloniale. Leurs a priori théoriques alors se nuancent sinon se modifient: en concurrence révolutionnaire avec le PC pour dénoncer le colonialisme, ils ont aussi à critiquer le risque que représente ce dernier pour les libertés. Le double refus du capitalisme et du communisme amènera certains, et c'est là une autre histoire, à préférer quand même la démocratie au « socialisme réel ».

S. Boulouque s'est attaché à présenter la diversité libertaire face à cet enjeu, polyphonie de voix qui se combattent, sensibilités complémentaires et paradoxales.

Si les deux courants essentiels du mouvement s'affrontaient alors (synthésistes et plateformistes, les anarchosindicalistes, eux, se dispersant dans les différentes centrales), on comprend qu'un « professeur des universités » comme Benjamin Stora, préfacier du livre, y perde son latin: les anarchistes? tout juste bons à « effrayer le bourgeois »!

- Hélène Bracco, *Pour avoir dit non, actes de refus dans la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Paris-Méditerranée, 2003, 336 p., 22 euros.

- Sylvain Boulouque, *les Anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)*, préface de Benjamin Stora, Atelier de création libertaire, 2003, 124 p., 11,50 euros.

Sur la guerre d'Algérie, voir également le *Monde libertaire*, n° 1306 de février 2003: articles d'André Devriendt et d'André Bernard.

On trouvera donc dans ce bouquin les diverses attitudes qu'adoptèrent les anarchistes face à la guerre et à la violence, et aussi face au totalitarisme et à la démocratie. Face au fascisme, les anarchistes ont souvent fait le choix de la démocratie, de la République et des libertés publiques; ils sont pourtant les premiers à attaquer cette démocratie en paroles...

Il est habituel que les anarchistes se disent contre la violence, mais, obligés de se défendre, ils prennent les armes. Ainsi nombre de libertaires espagnols défaits par Franco s'engagèrent-ils en France dans la Résistance.

Le pacifisme libertaire (avec ses nuances entre pacifisme tout court, pacifisme intégral, antimilitarisme et défaitisme révolutionnaire jusqu'au simple droit à l'insoumission) débouche-t-il sur une impasse? Pour la plupart des anarchistes, il n'y a qu'une guerre juste, c'est celle des opprimés contre leurs oppresseurs, des exploités contre leurs exploiters.

Si, comme l'écrit Boulouque, l'anarchisme se caractérise par ce pacifisme fondamental et une opposition aux révolutions nationales, se pose alors la question, en filigrane, des possibilités réelles d'une révolution libertaire. Boulouque ne nous dit pas qu'un Hem Day défendait théoriquement la non-violence dans ses brochures, il nous dit que Gaston Leval donnait l'exemple de la libération non violente de l'Inde (même si on peut être mesuré dans cette appréciation, comme le fait Roland Breton, dans le n° 5 de *Réfractaires*, 2000). Dans ce même numéro, Jacky Toublet nous mettait en garde contre « la mystique de la violence, une dérive toujours possible ».

La révolte des peuples coloniaux est juste, ce qui pose problème ce sont les moyens employés pour se libérer avec pour conséquence la nouvelle société mise en place qui sera subordonnée à ces moyens, car « les directions des mouvements indépendantistes sont appelées à rejoindre le camp des exploiters » (p. 98): dans le cas de l'Algérie, c'est un capitalisme d'État et un capitalisme tout court, appuyé par une structure militarisée à l'extrême ainsi que la réémergence d'une religion fanatisée.

Une vision idéalisée des révoltes coloniales, comme plus tard du guévarisme, comme maintenant du néo-zapatisme, a provoqué la disparition du regard critique et clairvoyant des anarchistes, regard qu'ils avaient eu dès les débuts de la Révolution russe de 1917.

L'anarchisme, c'est plus que cela, ce doit être aussi une force de proposition tant au niveau des buts qu'au niveau des moyens.

Être anarchiste impose de vivre écartelé entre des choix divers: le chemin n'est pas tracé d'avance. Croire que l'anarchisme individualiste, l'anarchosindicalisme, l'anarcho-communisme, ou un quelconque « isme », chacun de son côté, nous donnera « la » solution, est de la foutaise. Plus que jamais une synthèse, plus qu'un syncrétisme, s'impose. Encore faut-il faire preuve d'imagination intellectuelle.

A. B.

Homophobie

Encore une loi minimaliste

LE 27 NOVEMBRE 2003, l'Assemblée nationale rejetait la proposition de loi sur la presse, déposée par Patrick Bloche (PS) et déjà défendue par des élu.e.s vert.e.s et du PC, sous le gouvernement Jospin. Elle prévoyait de réformer la loi sur la presse, « afin d'étendre à la lutte contre l'homophobie, le sexisme et l'"handiphobie" les dispositions prévues pour les injures racistes ». De plus, elle aurait permis aux associations de se porter partie civile. Mais, pour le gouvernement, une telle loi ne semble pas relever de la priorité. Le secrétaire d'État a demandé à la majorité, avant d'aller plus loin, d'attendre un autre projet de loi et de préférence, plutôt préparé par... la majorité.

Durant les débats sur la proposition, la droite s'est montrée sous son jour le plus habituel: peu convaincue de l'urgence de la chose. Les arguments relevaient « de la haute volée », comme nous pouvons en juger. Xavier de Roux, député UMP: « S'il est normal de ne pas critiquer un état naturel comme le handicap, il n'en est pas de même à l'égard des mœurs et des comportements. Ce texte me semble extrêmement dangereux pour la liberté de la presse: on aura tous les jours des gens traînés devant les tribunaux. »

Il y aurait donc autant de propos sexistes, homophobes, lesbophobes, transphobes et handiphobes énoncés quotidiennement en France? C. Vanneste, un second UMP renchérit: « La presse, c'est la plume et l'opinion: un domaine qui nous fait pénétrer dans la subjectivité. »

Ah bon? Pourtant, quand on lit par exemple le *Parisien*, on n'a pas vraiment l'impression de s'élever au-dessus du débat. On serait même tenté de donner à tous ces politicards un petit cours d'alphabétisation parlementaire. Si les lois entraînent, en général, des contraintes, celles-ci se retournent rarement, il me semble, contre ceux ou celles qui les pondent. Sinon, ça se saurait et à quoi servirait alors l'immunité parlementaire? Ces député.e.s auraient-ils et elles peur de tomber trop souvent sous le coup d'une telle loi?

Une majorité pas unanime, vers le bas

Le gouvernement actuel préfère « privilégier des mesures spécifiques, avec des sanctions moins lourdes, car l'homophobie n'est pas [...] aussi grave que le racisme ». Pourtant, juste avant son élection à 82 % (selon les

sondages excluant les abstentions), Chirac en personne avait déclaré au journal gay mercantile *Têtu*, appartenant à l'apparatchik caviar Pierre Berger: « L'homophobie est autant condamnable que le sexisme ou que le racisme. » Combien de lesbiennes et de gays ont cru à cet effet d'annonce, parmi tant d'autres (comme, par exemple, le recul du chômage ou la baisse des impôts pour les pòvres)? Chirac élu, Raffarin reprenait le flambeau et se prononçait, fin 2003 « en faveur d'une loi contre les discriminations à caractère homophobe, devant une législation insuffisante ». Tout était dit, alors. Pourtant depuis, plus rien n'est fait, nulle part.



Que sont les belles intentions devenues?

Ah, si! soyons juste: un groupe de travail a été constitué à l'Assemblée; il est supervisé par Perben, qui a affirmé à la presse « trouver le projet un peu prématuré et les députés UMP, pas assez mûrs ». De plus, il n'était « pas question de faire un cadeau à Patrick Bloche, déjà coauteur du Pacs ». Ah, mais, qui est aux commandes du « petit bolide gouvernement »! Aujourd'hui, seule l'association SOS Homophobie continue la lutte, en lançant une pétition en faveur de la pénalisation des propos homophobes. Bon, une pétition ça n'a jamais fait de mal à personne. J'allais oublier le ministère de l'Agriculture qui s'engage « courageusement » contre l'homophobie! En effet, les

lycéen.ne.s agricoles auront la possibilité de voir huit courts métrages d'éducation, destinés à la lutte contre les discriminations, parmi lesquels *Une robe d'été* d'Ozon, *Ô troubles* de Sylvia Calle, etc. Avec ça, on est bien barré!

Pour nous anarchistes, il est évident qu'une loi ne règlera pas le problème de l'évolution des mentalités, de l'autocensure, voire de la disparition pure et simple des propos racistes, xénophobes, sexistes, transphobes, handiphobes, ou encore homophobes, etc. Une loi ne résout rien, certes, mais c'est au moins un minima. Nous le voyons bien, avec la toute dernière sortie contre le port du voile dans les écoles publiques. Elle ne résout pas, pour autant, le port du voile, en général, et ne remet surtout pas en question le sexisme, le fondamentalisme et surtout, le machisme intégral des religions perpétrés sur les femmes et les homosexuel.le.s. Elle ne résout pas, non plus,

le problème de l'exclusion des jeunes issu.e.s de l'immigration. Il en sera donc de même, avec une loi promulguée contre les propos homophobes. Pourrait-elle empêcher, par exemple, la recrudescence des crimes homophobes?

Combien de victimes?

Faut-il rappeler le nombre de meurtres, dernièrement perpétrés sur les lieux de drague, contre des homos? Le dernier fut fatal à un jeune homme de Reims, agressé et jeté dans un canal par une bande de jeunes néofascistes. Certes, les assassins ont été condamnés à la prison ferme, par la loi du 15 mars 2003. Comme quoi, les lois servent parfois la cause, mais hélas, une fois le copain mort! Les propos homophobes ou lesbophobes, etc., ont-ils cessé pour autant, sur nos lieux de travail et de vie? Faut-il également rappeler l'ampleur que prennent les crimes ciblés sur les transgenres? Quatre commis en France et dix-sept aux États-Unis, pour la seule année 2003. Ce n'est pas une loi de plus qu'il faut promulguer, mais c'est également nos mentalités et notre regard quotidien sur les autres qu'il faut changer. En luttant par exemple, tous les jours, contre le patriarcat et de manière globale!

Patrick Schindler

groupe Claaaaaash

pour la commission antipatriarcale de la FA

REVUE

LES ANARCHISTES (et celles et ceux qui pratiquent la révolte en général) ont toujours entretenu des rapports... comment dire... privilégiés avec les représentant.e.s de l'Ordre et de la Justice, sans nécessairement être au fait de la chose juridique. Une bonne façon de réduire quelque peu son ignorance en la matière serait de se procurer l'excellent Kit juridique d'urgence qui a récemment été réédité. Il s'agit d'une brochure présentant les différentes situations où les foudres judiciaires peuvent tomber sur les pauvres militant.e.s que nous sommes, ainsi que les précautions à prendre, les attitudes à tenir, nos droits et les limites de l'action répressive (toujours très élastiques, hélas). De manière générale, le kit donne l'information nécessaire pour limiter, autant que possible, les dégâts et le temps passé en compagnie des pandores et des juges, en cas d'arrestation et éventuellement d'inculpation. C'est toujours pénible d'aller défricher un terrain juridique qui, décidément, n'est pas le nôtre, mais l'on conviendra que dans la perspective de prochaines manifs et actions, la chose est nécessaire.

Le kit est téléchargeable gratuitement sur : <http://pajol.eu.org/article150.html>, et – changez pas de main – un Guide de self-défense juridique (plus complet) est aussi disponible sur www.guidejuridique.net. Pour recevoir le kit en version papier, un petit mail à kitjuridique@nolog.org, qui vous dira comment faire...

PREMIÈRE ET VIOLENTE DÉMO du groupe rouennais The Last Day of Icarus, qui ne laisse présager que du bon pour la suite, même s'il est toujours difficile de se faire une juste idée sur seulement deux titres. Avec une patience presque sadique, The Last Day of Icarus prend le temps de son tourment musical, poussant chaque morceau à un paroxysme de complexité, assez étonnante d'ailleurs pour un si jeune groupe. Ici, on dirait que le hardcore se fait violence pour rester sombre, lourd, oppressant dans la mélodie,

pour contenir la furie d'un chant qui hurle de désespoir et se débat dans les riffs. Au final, un peu plus de six minutes de tension extrême qui, ma foi, ébranlera quiconque a les nerfs et les tripes sensibles. En revanche, le désenchantement porté par les textes ne gagne peut-être pas un tel aboutissement et, paradoxalement, manque de cette froide rage qui rend la musique de The Last Day of Icarus si puissante. On attend la suite, et avec impatience!

Contact : www.icarus.fr.st, wfstasso@free.fr, Gildas au 06 22 95 89 53 ou Damien au 06 72 94 36 16.

FIGURE singulière dans le petit monde du fanzinet français, Zoop! zine poursuit sa route et pose son vingt-troisième numéro, d'une épaisseur encore fort respectable. Respectable, aussi, l'ouverture d'esprit dont témoigne la variété des sujets abordés (cinéma, littérature, musique, politique, etc.), mais aussi une pratique rédactionnelle originale consistant à enrichir la publication de contributions émanant d'autres fanzines (par exemple Pick me up ou encore Dissensus). Textes littéraires, article sur le fichage, intéressante interview du collectif Apache de Tours, nombreuses chroniques, etc. L'abonnement annuel coûte 15 euros, mais il doit être possible de se procurer les numéros à l'unité. Le contact est aussi celui d'un infoshop qui a, lui aussi, besoin de soutien.

Infokiosk Bokal, 3, rue Lazare-Carnot, 01 000 Bourg en Bresse, lebokal@free.fr

PRODUCTION RÉCENTE de La Idea (souvenez-vous, le label des anarchopunks Sin Dios, qui ont fait l'objet d'un cahier spécial dans votre hebdo préféré), le EP d'Ekkaiia réussit un exercice difficile, celui de la baston musicale dans la mélodie. Que le groupe joue vite ou lentement, qu'il s'attarde sur une intro ou qu'il cavalcade en plein cœur des morceaux, il se dégage des accords, constamment, une émotion aussi vive que prenante. Et le chant, hurlé façon attaque de Sioux sur les troupes fédérales, n'est pas pour alléger la charge émotionnelle de la galette. Dans les paroles (en espagnol et traduites en anglais), Ekkaiia nourrit une approche très personnelle de l'aliénation et de l'enfermement, quels qu'ils soient. Un très beau texte vient enrichir le livret, où il est question de la nécessité, pour chacun.e, de ne plus attendre, de ne plus se confiner dans une routine où l'on entretient, partiellement, le système qui produit les aliénations. « Le jour où nous laisserons tout cela derrière nous, des changements commenceront d'apparaître... » Un autre texte, signé d'E. Armand, adapté en espagnol, figure sur la pochette. Belle inspiration.

Ekkaiia, c/o Adormideras edf, Pase Marítimo, n° 6 2 izq, I5002 Acoruna, Espagne. ekkaiasucks@hotmail.com <http://perso.wanadoo.fr/ekkaia>

André Sulfide

Ni Lénine ni le Tsar

Les anarchistes dans la révolution russe

« Que le lecteur ne devienne pas anarchiste ; il n'est pas obligatoire de l'être. Mais ce qui est un devoir pour chacun, c'est de connaître l'anarchisme. »

Voline

Yacine

QUAND L'UKRAINE ET L'ESPAGNE vacillent aux mains des foules laborieuses pour sombrer à nouveau dans les ténèbres de l'étatisme, c'est notre siècle barbare de pénurie de guerre et de tortures qui s'illumine de rouge et de noir. Espoir ô combien illusoire mais tellement profond, tellement intense qu'il fera couler beaucoup de sang et beaucoup d'encre. Pourtant, parmi les ouvrages les plus précieux que comptent notre époque tourmentée, il en est un nombre très restreint qui, appartenant à l'histoire libertaire, demeurent néanmoins connus du public. *La Révolution inconnue* est de ceux-là. Et, si on réédite ces témoignages à l'usage des générations montantes, c'est qu'elles sauront encore se passionner pour la formidable épopée des paysans ukrainiens, héros mythiques que la haine des bolchéviques poursuit dans les labyrinthes de l'exil mais qui, à travers l'authenticité de leur indéfectible idéal, parviennent à resurgir dans les pages les plus tragiques de l'histoire. *La Révolution inconnue* est l'un de ces témoignages vibrants qui, à partir des désastres d'une époque révolue, préfigurent les espoirs et peuvent être les drames du futur.

De l'insurrection décabriste en décembre 1825 à celle de Cronstadt, des prémisses de 1905 à l'explosion de 1917, *La Révolution inconnue* fait le tour des faits et interroge minutieusement chaque événement. Elle jette une lumière toute particulière sur le mouvement makhnoviste et la répression de mars 1921 que Trotsky, le « Gallifet de Cronstadt », fera tomber sur la commune révolutionnaire. La répression d'avril 1918, où les bolchéviques persécutent de manière sanglante les anarchistes russes, ne manque pas d'être évoquée. Voline (Vsevolod Mikhaïlovitch Eichenbaum) témoigne de faits historiques inédits lorsqu'il est publié, pour la première fois, en 1947, et raconte les expériences significatives qu'il a vécues, en restituant ce qu'il a pris au vif dans l'effervescence de la Révolution ; ce qui donne un contenu empirique à la lecture qui, se

combinant au récit historique et à l'analyse théorique d'une pertinence remarquable, fait du présent ouvrage une véritable machine de propagande qui en aura convaincu plus d'un. On reste en effet abasourdi par le sérieux et la qualité de l'œuvre qui jette une lumière impitoyable sur le régime bolchévique et le marxisme en général.

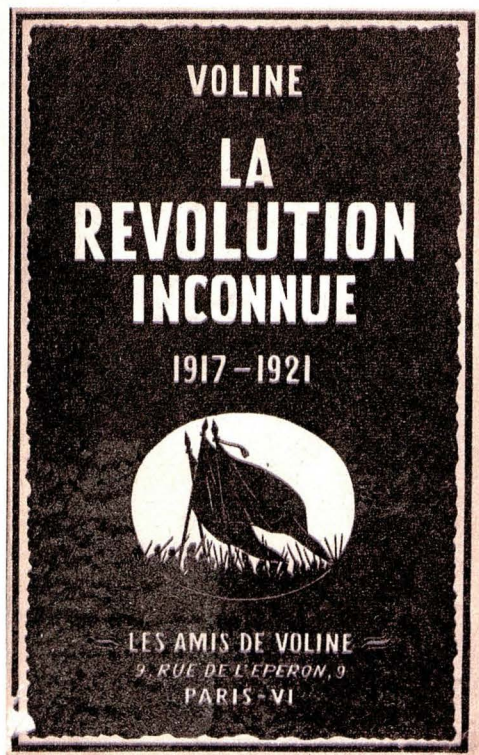
On se laisse griser par une expression fluide, persuasive, une manière lyrique de tisser un convaincant parallèle entre la Révolution et le besoin de liberté, et on en oublierait presque que dans les éléments de preuves irréfragables que l'auteur apporte, il manque malgré l'aspect visionnaire de son esprit clair et ordonné la cohérence avec le temps présent d'un écrit qui remonte déjà à une cinquantaine d'années mais qui reste d'une prenante actualité alors même que le rideau de fer s'est écroulé et que les idéologies dirigistes ont immanquablement fait faillite.

Comme son nom l'indique, *la Révolution inconnue* lève le voile sur une grande inconnue, la Révolution russe. Une révolution qui va faire tomber le trône des tsars, renverser le gouvernement provisoire et la bourgeoisie montante, faire trembler le nouveau pouvoir prétendument révolutionnaire qui finira par la dompter et, en cela, la détruire, mais une révolution pourtant remplie de secrets, de controverses, de zones obscures si riches en enseignements.

Cet ouvrage posthume de l'infatigable militant libertaire russe Voline demeure aujourd'hui encore un grand classique de la littérature anarchiste. Ainsi avons-nous pu lire encore récemment dans d'illustres publications la teneur et l'importance contenue dans cet ouvrage incontournable, écrit directement en français alors que son auteur expulsé de Russie soviétique s'était réfugié en France dans le pays de Proudhon et de Sébastien Faure.

« *La Révolution inconnue* se lit d'abord comme un roman, un de ceux qui vous tournent la tête et vous engagent à ne pas bais-

Yacine est militant du groupe Durruti de Lyon.



L'édition de 1947.

ser la garde, de ces romans qu'on appelle initiatiques et qui sont notre dernier recours quand tout invite à se renier », écrit le Monde en l'honneur de ce que l'auteur de l'article, Gérard Guégan, appelle « la perle noire dont on ne se sépare qu'à contrecœur ». Le Magazine littéraire consacre également un article à l'ouvrage : « Les 772 pages de cette Révolution inconnue dans la Russie des années 1917-1921 constituent un document exceptionnel parce que cette sanglante épopée des anarchistes ukrainiens contre la dictature bolchévique russe demeure aussi méconnue que celle des anarchistes espagnols brisés par la double offensive du franquisme et du communisme stalinien. »

Enfin, Libération fait preuve d'une honnêteté intellectuelle tout à fait appréciable en publiant les propos qui suivent : « On ne dira jamais assez l'importance des témoignages et analyses de Voline sur la période révolutionnaire russe qui va de 1905 à 1921. [...] À le relire, on en vient à se demander comment on peut encore contester le lignage Lénine-Staline, sinon pour tenter de sauver le plus proche compagnon du premier, Trotsky. Et on reste étonné par la clairvoyance de ce militant révolutionnaire qui de l'explosion de 1905 à l'épopée ukrainienne de Nestor Makhno, a vécu la plupart des événements qu'il relate et dissèque, même si son éternelle volonté de s'effacer devant les masses lui interdit la plupart du temps de se mettre en scène. La vie de ce dynamiteur du mythe bolchévique est pourtant exceptionnelle. »

Exceptionnelle et pleine de lucidité, la vie de Voline se confond d'abord avec l'exigence d'un monde meilleur qu'il aura tout fait pour construire et rendre possible. Et, pour honorer son œuvre féconde, pourquoi ne pas lire un ouvrage aussi accessible et pourtant si riche ? La Révolution inconnue, sans doute meilleure entrée en matière, en guise d'introduction à l'anarchisme et, de toute évidence, œuvre indispensable à la compréhension de la Révolution russe, saura à défaut de convaincre le lecteur, lui plaire et l'intéresser à travers ces quelques centaines de pages passionnantes. Y

Bibliographie succincte

- Itinéraire, numéro consacré à Voline : biographie, témoignages, photos.
- Rudolf Rocker, les Soviets trahis par les bolchéviques, 106 p., éditions Spartacus.
- Pierre Archinov, Histoire de mouvement makhnoviste, 283 p., éditions Spartacus.
- Alexandre Skirda, Nestor Makhno, le Cosaque libertaire, 491 p., éditions de Paris.
- Alexandre Skirda, Autonomie individuelle et force collective, éditions Spartacus.
- Arthur Lehning, Marxisme et Anarchisme dans la Révolution russe, éditions Spartacus.

Qu'ai-je fait au ciel pour mériter la terre ?

LES POÈTES libertaires sont rares. Trop rares. Daniel Giraud est de ceux-là. Depuis toujours ou presque, depuis quarante ans, en effet, il écrit. De la poésie, bien sûr. Mais également des textes philosophiques et politiques. Et pour ce qui est de blueser à la guitare, c'est pas dieu possible. Dans tous les genres, il est du style décoiffant. Ce petit recueil de poèmes est le dernier exemple en date. J'ai beaucoup aimé *In vino veritas* qui se termine par « À boire », *Triste à en mourir de rire*, bien sûr, qui se conclut par le titre de ce recueil, et le formidable de bon sens *J'aime... Je n'aime pas...* Lisez ce texte. Lisez les autres textes de Daniel. Lisez ces paroles universelles de tristesse et de bonheur, de révolte et d'espoir, de cris et de chuchotements, de blessures... de plus en plus ! C'est sculpté au ciseau de l'intransigeance, façonné à l'authentique et pétri de ce désenchantement qui ne parviendra jamais à faire le deuil de la révolte et de l'espoir. C'est d'enfer !

Jean-Marc Raynaud

J'aime...

le plaisir
la bière et le vin
les strings rouges
la marche
la chasse à l'arc
le onze novembre 2001
les petits délinquants
le poème
les raffinements érotiques
le clitoris turgescent
l'astrologie et l'alchimie
le football
les révoltés
les joints
l'être-vacuité
la connaissance de soi
les jolies juvéniles
le blues des Noirs
les films de Bunuel
le dadaïsme
le grand soulagement
les cheveux longs
Jérôme Bosh et Van Gogh
Rabelais et Céline
les chats
la bouffe chinoise
la liberté et la paix
le qui-suis-je ?
les voyageurs
les artistes paumés
l'anarchisme individualiste
Alexandre Marius Jacob
Tchouang Tseu
le strip-tease
les nouveaux cons battus
la fête
la métaphysique
les éveillés

Je n'aime pas...

le travail
la Guinness et le raisiné
les corsets archaïques
le tour de France
la chasse aux plombs
Hiroshima et Nagasaki
l'immunité-impunité parlementaire
le roman
la baise terne
l'anus hémorroïdant
la psychanalyse
le tennis et le rugby
les flics
les cravates
le mental-social
l'ignorance du moi
les chiennes d'arrière-garde
la musique classique
les films de Duras
le structuralisme
les enterrements
les skin-heads
les croûtes
Bossuet et Aragon
les chiens
la bouffe anglo-américaine
l'autorité et la guerre
le quoi-avoir ?
les demeures
les Français moyens
les politicards de tout parti
Sharon et Adolf Sarkozy
Jean-Paul II
le puritanisme
les anciens combattants
la souffrance
le catéchisme
les endormis



Poèmes issus de *Qu'ai-je fait au ciel pour mériter la terre ?*, éd. Gros Textes, Fontfourane, 05380, Châteauroux-les-Alpes, 8 euros, ou chez l'auteur, « La Ruère », 09140, Sentenac d'Oust. Daniel Giraud, poète libertaire né par ouï-dire le 10 janvier 1946 à 21 h 50 à Marseille, imposé au monde par habitude congénitale et force des forceps. A publié entre autres : les *Étoiles en plein jour* chez L'Originel, *Ivre de Tao* : Li PO chez Albin Michel, etc.

Ma vie sans moi

un film d'Isabel Coixet

ALMODÓVAR parle du film d'Isabel Coixet *Ma vie sans moi* qu'il a produit : « J'ai tant aimé cette histoire que j'aurais voulu l'adapter et la réaliser moi-même, mais Isabel l'avait trouvée avant moi... Moi, j'aurais sans doute fait une comédie... Elle a fait un film très différent... a surmonté les risques... en y mettant tout son cœur ainsi qu'une énorme délicatesse... ».

Anne (Sarah Polley) apprend à 23 ans qu'elle n'a plus que quelques mois à vivre. Elle fait un programme en dix points de tout ce qu'elle doit faire avant de disparaître :

1. Dire à mes filles que je les aime... plusieurs fois par jour. 2. Trouver une nouvelle femme pour Don (son mari) qui plaise à mes filles. 3. Enregistrer des messages d'anniversaire pour mes filles jusqu'à leurs 18 ans. 4. Aller pique-niquer à la mer tous ensemble. 5. Fumer et boire autant que je veux. 6. Dire ce que je pense. 7. Faire l'amour avec d'autres hommes, pour voir ce que ça fait. 8. Rendre quelqu'un amoureux de moi. 9. Aller voir mon père en prison. 10. Me faire poser de faux ongles... Et changer de coiffure. Cette liste de choses à faire ressemble aux questionnaires de revues féminines. Mais ça n'a rien à voir : alors qu'elle sait qu'elle va mourir, elle établit un programme de vie. Ce n'est pas futile, c'est profond, charmant et aimant. Elle trouvera une femme à son mari qui plaira à ses filles, elle connaîtra quelqu'un qui tombera infiniment amoureux d'elle. Elle apportera à chacune et à chacun quelque chose d'important – se taisant jusqu'à la fin sur ce qui l'attend – elle saura communiquer son don inné pour la vie.

Ce qui est original dans ce film à l'histoire infiniment triste, c'est la manière de réagir à son destin cruel, implacable. La douleur et la colère qu'elle éprouve elle-même, d'être frappée si injustement par la maladie n'est pas mise au premier plan. Non, elle ne montre pas en quoi elle a toutes les raisons du monde d'être désespérée ; sans héroïsme exagéré, ni gestes ostentatoires, elle pense aux autres, aux êtres chers : comment les protéger de ce choc qu'elle pressent mais qu'elle ne pourra plus amortir : ses filles, son mari, sa mère devront faire face sans elle à « la vie sans elle ». Cette jeune femme, qui ne se plaint jamais de rien, pense à comment ceux qui vont rester, vont vivre sans elle, concrètement. Voyons pour son mari.

Il est très jeune, très amoureux, un père affectueux, certes, mais il n'est pas très organisé, il risque de se mélanger les pédales. Donc, ce n'est pas à lui qu'elle va confier ses messages

qu'elle préparera pour ses filles pour toutes leurs fêtes jusqu'à leurs 18 ans. Car elle va enregistrer des messages d'anniversaire pour ses fillettes sur des cassettes : elle expliquera au médecin, à qui elle va finalement demander de les leur remettre, que son jeune mari Don risque de tout mélanger ! Puisqu'elle doit mourir de toute façon, elle refuse d'entrer à l'hôpital et de prêter son pauvre corps à des expériences, analyses, etc. qui ne changeront rien à son sort. En très peu de temps, elle veut vivre et connaître des sensations qu'elle ne pourra pas remettre à plus tard, parce qu'elle ne sera plus là pour les vivre. Elle réussit et ça la bouleverse.

Et nous sommes là, à pleurer comme si nous allions perdre une amie, une sœur. C'est un film communicatif, il est léger, plein de joie. Les personnages sont vivants et exigeants, aimants et en mouvement. Les interprètes sont tous exceptionnels, avant tout Sarah Polley que nous connaissons bien du cinéma de Atom Egoyan. Elle est épaulée par des actrices et des acteurs toutes et tous épatants, simples et vrais. Nous n'allons plus jamais l'oublier. Ce film sur une mort annoncée, fulgurante, apprendra à tout le monde à vivre un peu plus et ô combien mieux, l'instant.

Heike Hurst

« Elle veut vivre et connaître des sensations qu'elle ne pourra pas remettre à plus tard, parce qu'elle ne sera plus là pour les vivre. Elle réussit et ça la bouleverse. »



Vendredi 23 janvier

Nevers

« Lutter, c'est créer ! », week-end des alternatives organisé par Ciném@ction, Collectif y en a marre, Maldoror, Xpression Direkt, à partir de 16 heures: projections de courts-métrages indépendants et stands avec ateliers de discussion. 20 heures: concert. Au café Charbon, 10, rue Bourgeois.

Montpellier

Débat à 20h30 sur les enjeux de la loi de maîtrise de l'immigration et la lutte des sans-papiers à la librairie La Mauvaise Réputation, 20, rue Terral. Il sera animé par des membres de la CGA.

Samedi 24 janvier

Nevers

« Lutter, c'est créer ! », week-end des alternatives, à partir de 15 heures: projection de courts-métrages indépendants et stands de discussion. Au café Charbon, 10, rue Bourgeois.

Paris 18^e

Lectures poétiques avec Rébecca Gruel et Alain Pizzera. À 15h30, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Blanche ou Abbesses.

Mercredi 28 janvier

Nancy

Le groupe Marée Noire de la FA co-organise avec AL, la CNT Interco et Éducation, le Scalp et la Casbah une projection du film *Femmes affiches, femmes potiches, on en a plein les miches*, suivi d'un débat sur la publicité sexiste à la MJC Bayin à 20 heures.

Vendredi 30 janvier

Lyon 1^{er}

Projection débat à 21 heures au Café libertaire (19, rue Pierre-Blanc) autour du film

Spezzano A.: *la Fédération municipale de base ou la démocratie directe contre le pouvoir municipal*.

Projection sur grand écran suivie d'un débat avec les réalisateurs.

Samedi 31 janvier

Paris 11^e

Forum avec Abdel Mabrouki, auteur de *Génération précaires*, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, à 16 heures, M^o République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Paris 20^e

Palestine: 2^e soirée de solidarité avec le village de Yanoun, avec une projection d'un doc et un concert de ska-punk. À partir de 18h30, au 33, rue des Vignoles. 5 euros.

Samedi 7 février

Chelles

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique: *Chômage et précarité pour tous?* avec des militants d'AC!, à 20h30, 1 bis, rue Émilie (près de la gare RER E).

Paris 11^e

Projection du documentaire *Daniel Guérin 1904-1988* d'Annie Chevallay et Pierre-André Boutang à 15 heures à la bibliothèque Faidherbe, au 18, rue Faidherbe.

Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec André Not: « N'y a-t-il qu'une seule littérature prolétarienne? », à l'occasion de la parution du livre *Autour d'Henry Poulaille et de la littérature prolétarienne*. Au CIRA à 15 heures, 3, rue Saint-Dominique.

Samedi 14 février

Paris 11^e

Forum avec Alain Bellet pour son livre *Fausse commune* à 16h30 au 145, rue Amelot.

Radio libertaire

Jeudi 22 janvier

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, pour une éducation laïque et pacifiste. Invitée: la Fédération des livres penseurs de Seine-Saint-Denis.

Vendredi 23 janvier

Enjoy Polar: de 12 heures à 13 heures, un roman américain très cassant sur Hollywood, les médias et les studios à Los Angeles: Terminus Hollywood (Rivages/Thriller).

Samedi 24 janvier

La Philanthropie: de 10 heures à 11h30, René Berthier pour son livre *Octobre 1917*.

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, Paroles ouvrières, Metaleurop de Frédéric H. Fajardie.

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, le Garrot pour deux innocents, l'affaire Delgado-Granado, de Carlos Fonseca avec Octavio Alberola et Daniel Pinos.

Jeudi 29 janvier

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, danger Mounamitié, l'explosive tendresse d'André Dupont.

Vendredi 30 janvier

Offensive: de 21 heures à 22h30, théorie de l'ethnie et réalités sociales à Madagascar, avec Didier Mauro, documentariste.

Dimanche 1^{er} février

Chants, contrechamps: de 15h30 à 17 heures. Cinéma: une interview de Frédéric Laffont, photographe en Palestine, pour son film *Mille et Un Jours*. Littérature: Michel Bühler viendra nous parler de son dernier livre, *Lettre à Ménétreay*, aux Éditions Bernard Campiche.

Les désaxés: de 20h30 à 22 heures, émission spéciale autour du dernier film de Catherine Breillat, *Anatomie de l'enfer* (avec Rocco Siffredi et Amira Casar) avec une longue interview de la réalisatrice.

Lundi 2 février

Ondes de choc: de 15 à 18 heures, la Bonne Âme du Setchouan de Brecht, mise en scène par Lisa Wurmser au théâtre de la Tempête, Joël Favreau et Colin Thibert pour Barnum TV (sous réserve).

89,4 MHz
en région parisienne

agenda

Chroniques de la Toile **6**

APRÈS AVOIR PARLÉ des grands Stirner et Bakounine, arrêtons-nous sur deux personnes moins connues mais oh! combien intéressantes. Une est italienne, il s'agit de Errico Malatesta (1853-1932).

Nos amis des Increvables Anarchistes <http://increvablesanarchistes.org> nous disent que Malatesta « était, jusqu'à il y a quelques années, largement méconnu en France ». Ils ont publié en ligne une notice biographique intellectuelle très intéressante.

Ils citent Alfred Rosmer qui disait de Malatesta qu'il « était une des plus belles figures de l'anarchisme. Obligé plus d'une fois de s'enfuir d'Italie pour échapper à la répression, il réapparaissait dès qu'une circonstance favorable se présentait et reprenait son activité comme s'il était parti la veille ».

Ce qu'il écrit, en 1924, sur la nécessité de la terreur au cours de la révolution n'a pas pris une ride. Je vous laisse le découvrir. <http://bibliolib.net/Malatesta-terreurrev.htm>.

En 1927 a lieu dans le milieu anarchiste un grand débat provoqué par l'échec de la révolution russe. Errico Malatesta y prend part.

Comme pour le sujet précédent, ce qu'il dit reste d'actualité à propos de ce désir d'organisation toujours resurgissant dans nos discussions: <http://bibliolib.net/Malatesta-orga1927.htm>.

La nationalité de la deuxième personne est difficile à définir, elle est internationale.

Le 4 août 1939, un mandat d'amener est lancé, par la police française, pour attaque à main armée, contre un individu appelé Charles Ridet.

Qui est cet homme dangereux? Nous le connaissons sous le nom de Louis Mercier Vega (1914-1977). Le bulletin bibliographique À Contretemps lui a consacré son numéro 8, en juin 2002.

On y trouve des choses très intéressantes dont un des trop rares textes publiés en ligne qui existe hormis celui publié par ces moines copistes anarchistes dont nous avons déjà parlé la dernière fois et dont le site vaut qu'on y retourne sans cesse: <http://bibliolib.net>.

Il s'agit d'une courte étude sur le monde anarchiste d'hier mais qui reste valable aujourd'hui. Ce bulletin bibliographique gratuit (merci aux donateurs!) est en ligne à l'adresse suivante: <http://acontretemps.plusloin.org>.

À bientôt.

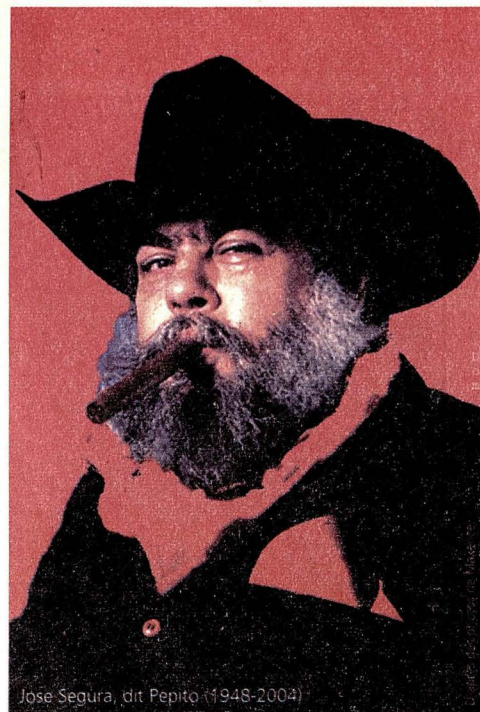
L'araignée

D'accord, pas d'accord, écrivez à araignee@plusloin.org

Pepito

Le rouge pour naître
à Barcelone
Le noir pour mourir à Paris

Pepito
Ouvrier sidérurgiste, poète,
animateur de radio,
restaurateur et ami
des artistes



Jose Segura, dit Pepito (1948-2004)

« En chemin », avec Gaston Puel...

... OU TOUTE UNE VIE en poésie et consacrée à la poésie. Pour qui ignorerait le poète et l'éditeur, je crois qu'il convient – même brièvement – de le situer en espérant aiguïser votre curiosité.

Lié d'amitié avec André Breton, Gaston Puel quitta le groupe surréaliste en 1950 (mais l'attachement entre les deux poètes ne fut jamais rompu). Après un séjour en sanatorium, il s'installe définitivement à Veilhès. Il y crée son atelier d'imprimerie. Il y éditera des livres à tirage limité, y fondera, sous le signe ascendant de son ami René Char, la collection « la Fenêtre ardente ». Pour ses éditions, il bénéficiera de la signature de peintres et graveurs (et amis) qu'il suffit de citer pour témoigner de « l'or du temps ». Ils ont noms Hans Bellmer, Max Ernest, Hans Arp, Raoul Ubac, etc. De Joë Bousquet à Jean Rousselot, en passant par Pierre Della Faille et Jean Malrieu, Gaston Puel fut un passeur des mots essentiels. Les siens sont aussi de cette grande lignée.



Poète d'aujourd'hui et de demain, Puel est celui de la condition humaine, qu'elle nous émerveille ou qu'elle nous accable. Du « Chant entre deux astres » à « Cheyenne Autumn », de « Seuil de source » à « la Nuit plus loin ». Rien que les titres nous convient à la lecture de ce que nous sommes.

« C'est le moment de dire notre saveur mortelle. »

Claude Kottelanne

L'exposition Gaston Puel enrichit son œuvre poétique d'une œuvre graphique trop peu connue: Gaston Puel fut d'abord un peintre et le resta. Elle est ouverte et gratuite au Centre Joë-Bousquet et son temps, Maison des mémoires, 53, rue de Verdun, 11000 Carcassonne, jusqu'au 14 février 2004.

« En chemin » n'est pas le catalogue de cette exposition, mais la relation d'une vie en poésie. C'est dire qu'il peut être acheté sans une visite à Carcassonne. À commander à la même adresse que ci-dessus: 15 euros (+ 3 euros de port).



François Bavyar l'Émeute (vinyle sur toile) 1989-1990